lutte ouvrière

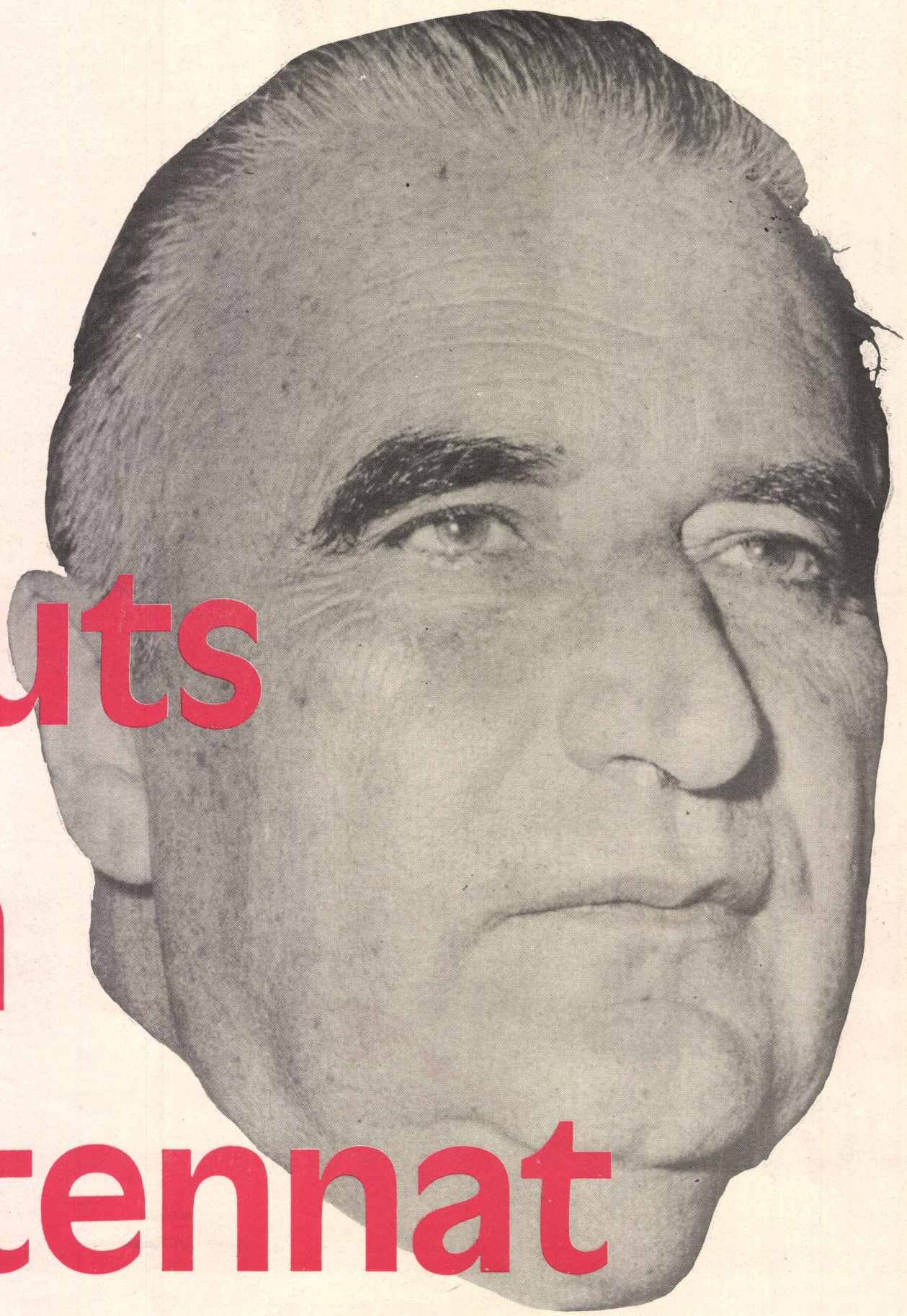
Pour que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier

HEBDOMADAIRE
paraît le mercredi

N° 49

25 JUIN 1969

1 F



Les débuts d'un septennat réactionnaire

Les débuts d'un septennat réactionnaire

EN nommant Chaban-Delmas Premier ministre, Pompidou vient d'accomplir son premier acte de Président de République fraîchement émoulu. Nous voilà donc pourvus d'un nouveau président pour sept ans sauf accident. Et l'exemple du prédécesseur a montré qu'un accident est si vite arrivé...

En tout cas le gaullisme sans de Gaulle a commencé. Quoique, plutôt que de Gaullisme sans de Gaulle, il serait plus juste de parler, à l'instar d'un commentateur américain, de Poherisme sans Poher. C'est qu'à bien des égards, les méthodes et le style de gouvernement du nouveau président seront plus proches de ceux qu'-auraient suivis son concurrent que de ceux de son prédécesseur.

Il ne s'agit pas des idées politiques de ces hommes. Ils sont tous, et au cours de leurs carrières publiques ils l'ont prouvé, de fieffés réactionnaires. Mais sa personnalité et son passé ont donné à de Gaulle un prestige qui lui a permis de gouverner en se passant de l'avis du parlement, voire de ses ministres. Il pouvait même se permettre le cas échéant, lorsqu'il estimait que tel était l'intérêt de la bourgeoisie dans son ensemble, braver l'opinion de ceux-là même qui le soutenaient pour leur imposer des mesures que ceux-ci estimaient dangereusement à « gauche ». De Gaulle était dans une large mesure au-dessus des partis, y compris du sien propre. Il a gouverné, comme disent les commentateurs, par la « magie du verbe » — c'est-à-dire en bonaparte.

Pompidou n'est pas de Gaulle. Il n'en a ni la personnalité, ni le passé, ni le prestige. Il a beau disposer de la même constitution, son autorité, il la doit pour une large part au soutien de la majorité de droite qui l'a porté au pouvoir. Il lui doit des comptes, il est obligé de composer avec elle. La valse des ministrables, le grenouillage autour des postes dans la plus pure tradition de la IVe République, le difficile dosage du gouvernement Chaban-Delmas sont là pour montrer que ceux qui ont contribué à la victoire du nouveau président exigent leur dû. Pour l'instant, en réclamant les uns aux dépens des autres, les meilleures places autour de la mangeoire gouvernementale. Demain, en cherchant à faire triompher leurs vues. Et Pompidou gouvernera de manière à mécontenter le moins possible sa majorité réactionnaire.

Quoi qu'il en soit, la nouvelle équipe aura à faire face à une situation difficile, marquée notamment par la crise monétaire. Les raisons profondes de cette crise ne sont pas purement françaises, mais internationales. Elles s'enracinent dans la nature même du système monétaire capitaliste et il n'est à la portée d'aucun gouvernement bourgeois pris individuellement d'y porter remède.

Mais il n'est pas indifférent aux capitalistes français de voir leur monnaie sombrer avec les autres ou avant les autres. Or le déficit croissant de la balance commerciale, le processus inflationniste que l'on commence à appeler par son nom indiquent clairement sur quelle pente se trouve le franc.

Dès à présent, le rétablissement de la stabilité du franc est proclamé la première des urgences. Certes, pour enrayer la course vers la dévaluation il y aurait bien des moyens. En premier lieu, mettre fin au fonctionnement de la planche à billets en réduisant les dépenses inutiles de l'Etat. En supprimant les milliards dépensés pour l'armement, d'autres milliards dépensés pour entretenir les corps de répression, CRS, flics et barbouzes en tout genre, en supprimant les cadeaux royaux consentis pour éponger le déficit de certaines entreprises capitalistes ou pour augmenter le bénéfice des autres.

Mais le régime Pompidou ne serait pas le régime Pompidou s'il préconisait d'autres moyens que ceux qu'il préconise. A savoir faire payer aux travailleurs la note de la crise. En essayant de réduire les importations excessives par la réduction brutale de la consommation intérieure, en premier lieu de la consommation des travailleurs. En s'attaquant aux seules dépenses utiles et indispensables de l'Etat (enseignement, santé publique, construction de logements, de routes, etc.).

L'alpha et l'oméga de la politique gouvernementale en matière monétaire se réduit à un seul mot : austérité. Pas pour les capitalistes, bien sûr, car ces mesures sont destinées précisément à garantir une « expansion raisonnable », mais pour les travailleurs et d'une façon générale pour les petits gens.

Sur ce plan-là, un touchant accord unit tous ceux qui, grâce à la politique d'ouverture préconisée par Pompidou, ont droit à la parole. Toute la majorité réactionnaire « démocratiquement élue » presse comme un seul homme le nouveau président de prendre des mesures « courageuses ». Comme ils sont courageux tous ces gens là à faire payer par d'autres l'incurie de leur propre système !

Il reste cependant — et ils le savent — une inconnue dans leur équation. La réaction des travailleurs, précisément. Ceux-ci avaient montré l'an passé que, contrairement aux affirmations de respectables sociologues, ils n'ont pas été engloutis, corps et âme, par la « société de consommation ».

Pompidou, Premier ministre a vu les travailleurs en colère. En déclanchant l'offensive contre leur condition d'existence, Pompidou-président de République peut s'attendre de nouveau à leur réaction.

LA BONNE DOSE

LA rogne et la grogne, sinon la hargne, se sont emparées de l'U. D. R. Ces sentiments, fort peu apostoliques pourtant, c'est l'abbé Laudrin, député du Morbihan, qui, au nom d'une partie de ses collègues, les a exprimés la semaine dernière lors de la réunion du groupe parlementaire gaulliste.

« Nous ne sommes pas contre l'ouverture, a dit l'abbé-député à l'adresse de Pompidou, mais à condition que la part réservée à nos alliés corresponde à leur impact dans le pays et le Parlement. »

En clair, les députés U.D.R., forts de leur majorité à la Chambre, veulent se réserver la plus grosse part du gâteau, c'est-à-dire des portefeuilles ministériels. Le nouveau président de la République, qui a sans doute été bien heureux de trouver des Giscard d'Estaing, Pleven ou autres Duhamel pour mener campagne en sa faveur, doit, lui, tenir compte aussi de ces soutiens-là. Entre les appétits des uns et des autres, la tâche est délicate.

Et voilà notre président et son Premier ministre Chaban-Delmas lancés dans le délicat travail du dosage ministériel. Trois cuillerées à soupe d'U.D.R., une de Républicains indépendants, ajoutez une pincée de P.D.M... la cuisine habituelle en somme.

Pas la peine de dauber tant sur les malheureux présidents du Conseil de feu la Quatrième République qui passaient leurs nuits blanches à supputer, calculer, ajouter, retrancher, réajouter, etc., le poids politique de chaque groupe et de chaque notabilité avant de composer leur gouvernement.

On a même rappelé ces jours-ci que la formation d'un de ces gouvernements avait été retardée de vingt-quatre heures pour permettre de trouver un ministrable suffisamment décoré, indispensable pour faire plaisir à certaines associations d'anciens combattants. Une histoire qui ne doit plus tellement faire rire Pompidou ou Chaban aujourd'hui.

courons après le métro

Que n'y avait-on pensé plus tôt ! Pas besoin de construire de nouvelles lignes de métro, de ménager des crédits d'envergure, pour apporter une solution au surpeuplement du métro. Vieilles solutions par trop vulgaires. La R.A.T.P. a trouvé bien mieux ; tout dans la tête, rien à débourser.

Messieurs les voyageurs, on vous fermera désormais la porte au nez ! Malgré vos prétentions, le bon vieux métro de 1900, fonçant à 25 à l'heure, devra faire l'affaire. Et s'il ne veut pas, vous l'y aiderez. Dorénavant, aux heures d'affluence, vous aurez 45 secondes précises (expérimentées sur la ligne n° 7) pour passer sur le corps de votre voisin et vous ruer vers vos 20 centimètres carrés gagnés de haute lutte. Quand on atteint la pagaïe de haute précision, on n'arrête plus le progrès...

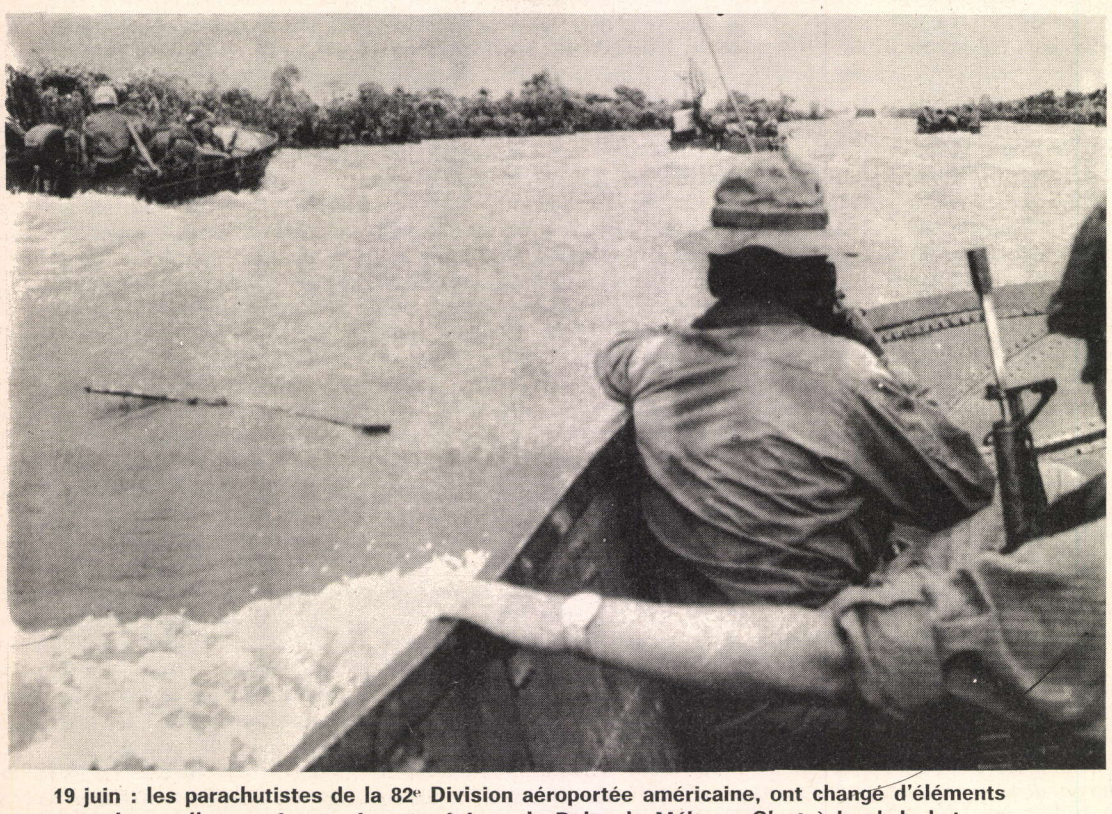
Le remède est radical : prenez le métro sur la ligne 7 à 6 h du soir, c'est un vrai plaisir.

Et soyez satisfaits, car comme le reste, la notion de « service public » évolue beaucoup ces temps-ci. Malgré vos préjugés, le métro ne sert plus qu'accessoirement à transporter des voyageurs. Par contre, il s'avère incomparable à éprouver votre patience, votre forme physique et grâce à la dernière innovation, votre sens civique, après vos 9 heures de travail quotidien. C'est ce qu'en termes scientifiques on désigne par « loisir-éducatif ».

Qu'est-ce qu'on a dû en payer des ingénieurs pour arriver à ce résultat ! Pour amortir les frais, ils feraient bien d'exploiter leur système à fond. Après tout, le métro n'a pas besoin de s'arrêter à chaque station. On pourrait l'attraper au vol, ou même courir à côté. Sa vitesse de croisière serait sensiblement améliorée. Et que les meilleurs gagnent !

Au Sud-Vietnam

LES RATS DESERTENT LE NAVIRE



19 juin : les parachutistes de la 82e Division aéroportée américaine, ont changé d'éléments pour donner l'assaut à un point stratégique du Delta du Mékong. C'est à bord de bateaux d'assaut qu'ils ont été lancés contre les forces vietcongs. (U.P.I.)

L'honorable hebdomadaire américain « Newsweek » est interdit à Saigon, officiellement, parce qu'il serait « dangereux pour la stabilité nationale ». La raison est que « Newsweek » a décrit la panique qui s'empare des milieux liés au gouvernement « légal » de Thieu et Ky.

« Newsweek » révèle que tout ce joli monde s'exile par centaines, achète des passeports, des visas, envoie les enfants en Europe, achète des maisons en Suisse (c'est le cas de la femme de Thieu). On dit même que deux des envoyés aux négociations de Paris sont tout simplement... restés dans la capitale française !

Ce qui révèle l'atmosphère à Saigon, c'est le genre de rumeurs qui y circulent. Tantôt, on tient pour sûre la démission du Premier ministre, qui s'empresse de démentir, tantôt on annonce la formation d'un « gouvernement clandestin » bouddhiste.

Cette angoisse qui prend à la gorge les milieux fantoches, provient du fait qu'il devient de plus en plus évident que les U.S.A. s'orientent sur la voie du « désengagement », Or, les Thieu, les Ky et toute leur camarilla sont trop marqués en tant qu'exécuteurs des hautes et basses œuvres des U.S.A. pour attendre beaucoup de clémence, même simplement de la part d'un gouvernement neutraliste.

Or, Nixon l'a encore répété : « Les U.S.A. ne sauraient être « mariés » à un quelconque gouvernement, dans le sens où un tel mariage nous empêcherait de prendre une décision que ce gouvernement n'approuverait pas. »

Bien sûr, comme le souligne « le Monde », « apparemment du moins, M. Nixon soutient toujours le gouvernement Thieu ».

La guerre n'est pas finie et la décision des Etats-Unis est réversible. De nouvelles options ou de nouveaux événements à l'échelle mondiale pourraient fort bien pousser l'impérialisme U.S. à intensifier à nouveau la guerre. Le F.N.L. paraît en avoir conscience, qui ne relâche pas un jour sa pression et qui mène une intense offensive depuis le 6 juin.

Mais toujours est-il que pour l'instant, contraint à négocier, l'impérialisme américain multiplie les signes de désengagement : c'est ainsi que les Etats-Unis viennent de décider de retirer 25.000 hommes du Vietnam et ce chiffre pourrait être porté à 100.000 à la fin de l'année.

C'est pourquoi, à moins d'événement imprévu, et même si les U.S.A. font traîner les choses, les jours du gouvernement Thieu-Ky sont comptés.

On peut être sûr que l'impérialisme jettera ses marionnettes à la poubelle, avec autant de cynisme qu'il a assassiné des centaines de milliers de Vietnamiens au cours de la guerre. C'est une bien maigre consolation, mais les mercenaires, tous les mercenaires, à Saigon comme à Paris, doivent savoir qu'ils ont finalement plus de clémence à attendre des exploités que des exploiteurs, leurs maîtres.

LA TROISIEME PHASE DE LA TOURNÉE DE ROCKEFELLER EN AMÉRIQUE LATINE

Il faut s'appeler Raymond Cartier, et être directeur de Paris-Match, **pour ne pas comprendre tout l'intérêt que présente l'aide aux pays sous-développés... pour l'impérialisme.**

Les « bénéficiaires », eux, l'ont compris.

Les récriminations des gouvernements sud-américains à la conférence de l'O.E.A., comme la « chaleur » de la réception de Nelson Rockefeller en sont une preuve éclatante.

Ainsi, en se servant de statistiques américaines, le délégué chilien à l'O.E.A. a déclaré que, de 1961 à 1968, les U. S. A. avaient récupéré « 5 dollars pour chaque dollar investi » dans l'aide au continent sud-américain.

A Rio de Janeiro, après avoir dit « Je suis ici pour écouter... pour... savoir ce que nos amis latino-américains ont sur le cœur. Vous devez donc tout dire, même les choses désagréables », Rockefeller s'est vu répondre par le ministre brésilien du Plan qu'une bonne partie de l'aide américaine était en fait destinée... aux exportateurs américains.

Rockefeller et sa suite en furent tellement frappés qu'ils soulignèrent immédiatement qu'ils avaient abandonné le mot « aide » pour celui choisi de «-coopération-»-; voilà ce qui s'appelle un esprit de sacrifice !

Mais ce sont les manifestations, les grèves, les attentats, qui auront marqué cette troisième partie (ainsi que les deux premières) de la tournée « d'amitié et de bonne volonté » de l'envoyé de l'impérialisme américain.

Au Brésil, le communiqué officiel faisait état d'un « climat d'ordre et de tranquillité » : c'est ce qu'il fallait entendre par l'aggravation de la censure, des centaines d'arrestations préventives, le quadrillage des rues par l'armée prête à tirer.

En Uruguay, ce furent des vagues de grèves, l'occupation de presque tous les établissements universitaires, des barricades, et plus d'une vingtaine d'attentats dont l'incendie du siège de la General Motors.

Il faut dire que le gouvernement américain pouvait difficilement trouver un représentant plus... représentatif. Rockefeller en Amérique latine, c'est un peu comme si la France envoyait Rothschlid à Djibouti.

La réception aura été digne du représentant !

ARGENTINE :

UN RÉGIME CONDAMNÉ

La sauvage répression utilisée par le gouvernement du général Ongania contre les ouvriers et les étudiants argentins n'a pas suffi à ramener le calme en Argentine. Après le succès de la grève générale de trente-sept heures à Cordoba, le mardi 17 juin et le mercredi 18, pour protester contre la répression et obtenir une revalorisation des salaires de l'ordre de 40 %, d'autres mouvements sont à prévoir.

Les leaders de la C.G.T. rebelle qui a scissionné de la C.G.T. jugée trop intégrée à l'Etat, ont adopté le principe d'une nouvelle grève générale, le 27 juin, à Buenos Aires, où d'amples manifestations sont prévues, d'autre part, pour la venue de Rockefeller. A Rosario, le principe d'une grève de 48 heures est arrêté à cette même occasion. Face à ces secousses le gouvernement d'Ongania, dont les remaniements ministériels n'apportent aucune solution à la crise, paraît fortement ébranlé, pris entre les exigences de la classe ouvrière et des étudiants d'une part et les exigences d'une fraction de l'armée qui brigue le pouvoir.

L'une des caractéristiques de l'Argentine, à l'intérieur des pays sous-développés que sont les pays d'Amérique Latine est le relatif développement d'une bourgeoisie nationale et l'existence d'un prolétariat important, fortement concentré. Ce phénomène s'explique par les conditions exceptionnelles dont le pays a bénéficié pendant la deuxième guerre mondiale.

A l'écart du conflit, elle fut un important centre de ravitaillement et son économie connut un développement spectaculaire qui permit au régime d'un Peron de jouir de l'appui de pratiquement toute la population et d'assurer la « paix sociale » en structurant la classe ouvrière dans de puissants syndicats corporatistes totalement inféodés à l'Etat.

Mais la fin de la guerre mit un terme à cette artificielle prospérité et semi-indépendance et la crise qui entraîna la chute de Peron n'a été résolue par aucun des gouvernements pseudo-démocratiques ou militaires qui se sont succédés au pouvoir. L'inflation est une maladie chronique de l'économie argentine totalement soumise aux pressions de l'impérialisme, en particulier de l'impérialisme américain. Et « l'unité nationale » n'a cessé de se désagréger : l'armée est déchirée par des luttes de faction, la bourgeoisie est divisée en tendances pro-impérialistes ou pro-nationalistes, le monolithisme syndical a éclaté sous la poussée du mécontentement ouvrier.

Depuis deux ans le gouvernement d'Ongania pratique, au nom du « redressement » national une politique d'austérité et de blocage des salaires qui n'empêche nullement le développement de l'inflation. D'autre part la reconversion de certains secteurs industriels devenus peu rentables tels l'industrie sucrière de Tucuman et Santa Fé sont irréalisables. A Tucuman par exemple, 11 raffineries sur 27 devaient, selon un projet gouvernemental, être fermées, 15.000 travailleurs devaient ainsi être licenciés. Le programme de travaux publics prévoyait la création de 5.000 nouveaux emplois et 10.000 ouvriers se seraient ainsi trouvés au chômage. Pour devancer une explosion de violence le gouvernement a dû revenir sur sa décision et choisir de subventionner les industries déficitaires.

Mais, au cours de ces deux mois, le gouvernement Ongania a perdu tous ses appuis. Les étudiants, les libéraux sociaux-chrétiens et une partie importante du clergé se sont retrouvés dans les manifestations au côté de la classe ouvrière. Le syndicat conservateur qu'est la C.G.T. corporatiste s'est trouvé dans l'agitation sociale contraint à la lutte. Le gouvernement n'a pu faire face à la situation qu'en faisant intervenir l'armée, en décrétant des mesures d'exception, en instaurant des tribunaux militaires après l'émeute de Cordoba du jeudi 29 mai. Mais la riposte de la grève générale dans toute l'Argentine, le 30 mai et la menace d'autres mouvements ont contraint Ongania à reculer, en supprimant notamment, le 5 juin, les tribunaux militaires, en offrant aux syndicats des perspectives de collaboration par la réunion de commissions paritaires sur les salaires, prévues pour septembre, en remaniant symboliquement le gouvernement.

Ces mesures qui ne règlent aucun problème montrent que le gouvernement d'Ongania est réduit à l'impuissance. Et il est logique de voir que l'armée qui a été l'artisan de la répression s'organise pour prendre, par un coup d'Etat militaire, la relève du général Ongania, porté lui aussi au pouvoir par un putsch.

Dans ces circonstances le régime risque fort de se durcir face à l'agitation tout en s'orientant vers une politique plus « nationale ».

Cependant, à l'heure actuelle tout n'est pas joué en Argentine.

Si la C.G.T. corporatiste semble prête à négocier éventuellement avec un nouveau pouvoir, il semble que la C.G.T. « rebelle » soit contrainte d'organiser l'action des masses ouvrières, tandis que les étudiants, de leur côté, ne désarment pas. Il est certain aussi que le mouvement mobilisé dans la lutte est profondément divisé et que la classe ouvrière ne possède pas de direction révolutionnaire. Mais la combativité est grande et la vague de répression (les arrestations pour la seule région de Cordoba se chiffrent à plus de 500) n'a pas écrasé le mouvement.

Actuellement l'escalade de la répression est grosse de risques pour la bourgeoisie argentine et celle-ci essaiera par tous les moyens d'éviter une épreuve de force où elle n'est pas sûre d'être victorieuse.

A propos de la «campagne contre la faim»

Depuis quelques jours, on peut voir à la porte des boulangeries, une affiche invitant les clients à participer à la « Campagne contre la Faim ». Il s'agit de verser deux fois le prix de son pain, la deuxième somme devant servir à envoyer de la nourriture aux Indes, en Afrique et dans toutes les régions du monde souffrant de la famine. Cette campagne aura sans doute du succès. La plupart des gens sont prêts à donner dans la mesure de leurs moyens. Pourtant, le problème de la « faim dans le monde » est posé depuis près de vingt ans maintenant, les campagnes se répètent année après année et sont généreusement suivies sans que la moindre amélioration apparaisse. Le monde semble définitivement partagé en « pauvres », qui sont la majorité, et « riches » d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. Et la seule relation existant entre les deux est une relation de « charité », les riches donnant un peu de leur surplus aux pauvres qui sont incapables de produire assez pour se nourrir.

Pourquoi les pauvres restent-ils pauvres malgré toute l'aide que leur ont distribué et que leur distribuent encore les pays riches ? Sur ce point les explications abondent et tout le monde a pu en avoir une idée par la presse, les discours officiels ou même un certain nombre d'ouvrages « scientifiques » traitant du sous-développement. Elles vont d'explications par les conditions naturelles : ces pays sont pauvres parce qu'ils manquent de ressources, leur sol est trop pauvre, il fait trop chaud, il pleut trop, ou pas assez... à d'autres qui sont franchement racistes : les nègres (ou les jaunes) sont paresseux, ils n'ont pas d'initiative... Entre toutes ces « explications » une des plus répandues est celle de la surpopulation. Les pays pauvres, nous explique-t-on, le sont parce qu'ils font trop d'enfants, alors ils doivent partager leur nourriture entre un plus grand nombre de bouches et il n'y en a plus assez pour tout le monde. La solution du problème serait donc la pilule pour les plus modérés. Mais d'autres auteurs, sans aller jusqu'à appeler au massacre, proposent très sérieusement de supprimer les vaccinations ou la lutte contre les épidémies afin que désormais il meure autant de pauvres qu'il en naît, sinon plus. Le problème de la faim serait ainsi résolu. (Les lecteurs intéressés ou incrédules peuvent se reporter aux œuvres de W. Vogt, R. C. Cook...). Le point commun de toutes ces théories est que les pays sous-développés le sont par leur faute ou par une malédiction naturelle.

Qu'en est-il dans les faits ? Il est vrai que le monde est divisé entre les pays riches (Europe Occidentale et Amérique du Nord) dont le revenu par tête dépasse $ 1.500 et les pays pauvres (Asie, Afrique, Amérique du Sud) où ce même revenu ne dépasse pas $ 300. Mais cette division n'a aucun rapport avec une insuffisance des ressources naturelles ou un excès de population. La densité moyenne est la même dans les deux catégories de pays (environ 20 habitants au km). L'Inde, exemple classique de surpeuplement, a une densité plus faible que celle de l'Angleterre. Certains pays sous-développés comme ceux d'Afrique sont même nettement sous peuplés avec moins de 10, ou même de 5 habitants au km². D'autre part, certains de ces pays sont beaucoup mieux pourvus en ressources naturelles que les pays développés. On peut citer les pays arabes pour le pétrole, le Congo-Kinshasa...

Au départ, les pays actuellement sous-développés avaient donc les mêmes chances que les autres. Mais les capitalistes d'Angleterre, d'Allemagne, des Etats-Unis... ne se sont pas enrichis par la seule vertu de leur esprit d'économie. Ils l'ont fait en exploitant et en dépouillant les classes ouvrières dans leur propre pays, mais aussi les pays qu'ils ont colonisés. Le « Pacte colonial » traité commercial par lequel, les maîtres de la métropole imposaient aux pays soumis, l'interdiction de s'industrialiser et les réduisaient au rôle de fournisseurs de matières premières et de marché pour leurs produits fabriqués. L'exemple le plus classique est celui des rapports entre l'Inde et l'Angleterre : au XVIII[e] siècle l'Inde possédait un artisanat bien développé et était un des principaux exportateurs du monde de tissus et d'autres produits fabriqués. Cet artisanat a été interdit par la Compagnie des Indes, des droits de douane très élevés ont empêché l'exportation des produits indiens, alors que les produits anglais entraient librement aux Indes. L'industrie anglaise a donc pu se développer, pendant que des millions d'Indiens étaient réduits au chômage et à la misère. C'est la même politique qui a été appliquée par tous les Etats impérialistes dans leurs colonies, empêchant tout développement et les réduisant à la situation de fournisseurs de matières premières et de débouchés pour les produits industrialisés.

Et cette politique n'est en rien périmée. C'est encore celle que pratique la France à l'égard des TOM et DOM.

LA SUPERIORITE DES PAYS DEVELOPPES NE VIENT PAS D'UNE PLUS GRANDE QUANTITE DE RESSOURCES MAIS DU FAITS QU'ILS ONT ABSORBE ET ABSORBENT ENCORE LA PLUS GRANDE PARTIE DES RESSOURCES DU MONDE.

En effet, les pays développés sont loin de se suffire en matières premières (minerais, carburants, etc.), et leurs réserves risquent de s'épuiser. Les Etats-Unis par exemple absorbent une grande partie de la production mondiale de bauxite, de manganèse, de cuivre... alors qu'eux-mêmes n'en produisent pas ou très peu. Les efforts qu'ils déploient pour protéger la « liberté » d'un grand nombre de pays contre la « subversion » n'ont donc rien de désintéressé. C'est au contraire pour eux une question vitale.

A l'époque coloniale, les capitalistes assuraient leur domination de façon directe. Aujourd'hui cette domination persiste, mais elle s'exerce plus hypocritement. La plupart des pays sous-développés ont reçu une indépendance formelle. Mais les capitalistes de l'ancienne métropole ont gardé le contrôle des industries extractives, des plantations, etc. Ils utilisent simplement une partie de leurs bénéfices pour acheter la bourgeoisie commerciale ou les féodalités au pouvoir et les aider à lutter contre toute tentative de changement. Les ressources tirées par ces pays de la vente de leurs produits sont utilisées pour entretenir l'armée et la police et pour permettre à une infime partie de la population de mener une vie somptueuse.

Les seules formes de développement que l'impérialisme peut y tolérer sont la création d'un secteur commercial de luxe parasitaire ou des industries de « consommation » (du type industries alimentaires, montages de voitures...). Toute autre forme de développement, en particulier la création d'industries de base risquant de faire perdre aux pays développés l'accès à une partie des matières premières.

Les pays pauvres ne peuvent sortir de leur misère que s'ils cessent d'être soumis à l'exploitation capitaliste, que si les pays dits avancés transforment les bases économiques de la société et marchent vers le socialisme.

Dans la situation actuelle l'aide « aux pays sous-développés revient à leur faire l'aumône de quelques miettes après les avoir dépouillés de toutes leurs ressources. Et encore il est peu probable que ce soient les capitalistes qui donnent pour la « campagne contre la faim ».

Allemagne :

Campagne de presse contre les anti-sionistes

Communiqué de presse de l'Union générale des Etudiants allemands (ASTA), de la S.D.S., de l'ISRACA (Israeli Revolutionary Action Committee Abroad) et de la G.U.P.S. (General Union of Palestinan Students).

Lundi dernier, le 9 juin, l'ambassadeur d'Israël à Bonn, M. A. Ben-Nathan, devait prononcer une conférence sur « l'évidence » du sionisme et de l'Etat d'Israël ». Quelqu'un comme Ben Nathan qui part de l'évidence du sionisme et qui en donne, comme seule légitimation la majorité des électeurs en Israël, ne peut pas admettre une critique de fond du sionisme, de la politique expansioniste d'Israël, de l'expulsion et de la répression des Palestiniens et des socialistes juifs et arabes en Israël même.

C'est bien pour cela que les étudiants juifs, arabes et socialistes allemands avaient exigé, lundi dernier, qu'un représentant de l'Organisation Socialiste Israélienne (Matzpen) puisse s'exprimer, afin que l'absurdité des reproches d'antisémitisme et de génocide se révèle clairement et pour que puisse s'engager une discussion rationnelle, sans discrimination entre **Juifs et Arabes.** Nous pensons que quelqu'un qui part de la thèse de l'évidence du sionisme aboutit à la notion d'un Etat purement juif, dans lequel les Arabes sont exclus, où dans lequel ils ne puissent vivre que comme êtres opprimés.

L'Union Générale des Etudiants Allemands décida d'organiser deux jours plus tard, un teach-in au cours duquel devait prendre la parole Eli Lobel, le représentant de Matzpen.

La campagne d'excitation qui a suivi l'échec de la Conférence de Ben Nathan et à laquelle ont participé l'ambassadeur lui-même, le parti socialiste, le maire de Francfort Brundert, le ministre Stoltenberg et la presse tout entière, qualifiant les interpellations orales comme des actes de violence fascistes et demandant ouvertement, comme dans le cas de la Frankfurter Allgemeine Zeitung **du 11 juin, que « la violence exige qu'on réponde par la violence ». Tout cela a abouti à la légitimation des actes de violence éventuels contre ceux qu'on avait, auparavant, dénoncés comme des Houligans et héritiers de Hitler.**

Ce qui devait arriver arriva. Le mercredi soir, des actes de violence furent exécutés par des partisans fanatiques de l'Etat d'Israël qui se ruèrent sur le podium en formation organisée et armés de bâtons et de couteaux, après que des étudiants juifs aient exigé le silence pour que la discussion puisse s'engager.

Des hommes de main professionnels, amenés en cars du quartier des boîtes de nuit, se jetèrent sur les étudiants juifs, arabes et allemands qui étaient connus comme adversaires de l'Etat d'Israël. Ces criminels essayèrent de lancer un projectile lourd sur la tête du représentant de Matzpen qui était étalé par terre et sans défense. Des étudiants arabes, blessés, furent poursuivis et frappés de nouveau. Plusieurs blessés graves devaient être admis à l'hôpital. La police, qui avait été alertée par des étudiants arabes et par le concierge de l'Université, joua son rôle de complice et n'intervint pas. Les hommes de main prosionistes avaient essayé de dresser des listes des noms et adresses des étudiants juifs et antisionistes qui étaient menacés d'actions de violence et même d'assassinat.

Après leur action, les hommes de main s'enfuirent dans leurs cars qui étaient stationnés devant l'Université, le moteur en marche. Des étudiants qui les poursuivaient ont été menacés de coups de feu (des témoins ont vu des révolvers). Un étudiant qui avait pris des photos a été attaqué avec brutalité.

IRAN : Situation de terreur et de repression

Le régime anti-populaire iranien porte chaque jour de graves atteintes aux principes fondamentaux des Droits de l'Homme en accentuant sa politique de terreur et de répression caractérisée par de nombreuses arrestations, tortures, exécutions sommaires et massacres des patriotes et militants anti-impérialistes.

De multiples actes répressifs sont récemment intervenus après le procès des quatorze intellectuels (février 69), qui avait été couronné par de lourdes condamnations allant jusqu'à quinze ans de prison.

Nous dressons ci-dessous un bilan de ces actes répressifs dans la mesure où nos informations, vu la sévère censure imposée par le régime, nous le permettent :

1° Détention de vingt et un patriotes depuis décembre 68, gardés dans le secret le plus absolu. Les vingt et un accusés ont subi des graves sévices et tortures exercés par les agents de Savak (police politique) à la suite de quoi Behzad Rad, l'un des accusés, a perdu la raison, **et a été « mis en liberté ». La date de leur procès et les accusations portées contre eux ne sont toujours pas révélés.**

2° Arrestations récentes (mars 69) d'une centaine de personnes **dont Ayotallah Taleghani, personnalité religieuse. Le secret le plus total est observé à leur sujet.**

3° Un soi-disant « procès » intenté contre les patriotes Kurdes et déroulé devant un tribunal militaire (début mars 69) a été couronné par une quarantaine de condamnations à mort. **Depuis, on n'a aucune précision quant à leur sort.**

4° Violences perpétrées par les gardiens de la prison à l'égard des condamnés du groupe des quatorze (qui a provoqué une grève de la faim suivie par une quarantaine de prisonniers politiques depuis plus de cinq semaines).

5° Une nouvelle vague d'arrestations des étudiants progressistes **dans les différentes universités s'est traduite par l'expulsion de nombreux étudiants et leur incorporation au service militaire.**

Face à cette situation grave d'atteintes perpétuelles aux principes des Droits de l'Homme, la Confédération des Etudiants Iraniens lance un appel urgent à toutes les organisations progressistes et démocratiques, à toutes les personnalités éprises de justice et des Droits de l'Homme et à toutes les organisations anti-impérialistes d'étudiants afin qu'elles interviennent énergiquement auprès des autorités iraniennes pour exiger :

— que les personnes arrêtées, et en particulier les vingt et un patriotes, soient déférées devant un tribunal non militaire, en présence des jurés (conformément à la constitution iranienne) et en présence des observateurs juridiques étrangers ;

— que le secret absolu gardé sur le sort des personnes arrêtées soit levé ; que des précisions soient données sur leur situation actuelle ; qu'il soit mis fin à la torture et aux violences exercées à l'égard des prisonniers ;

— que les condamnations à mort, et en particulier celle des quarante patriotes Kurdes, soient différées et que les prisonniers politiques bénéficient des garanties qui leur sont reconnues par les lois et par déclaration universelle des Droits de l'Homme.

La Confédération des Etudiants Iraniens (Union Nationale) mènera une action vigoureuse pour dénoncer sur le plan international ces actes policiers et anti-démocratiques du régime iranien et espère être effectivement soutenue dans sa campagne par les personnalités et organisations démocrates et progressistes.

Le Secrétariat exécutif.

Communiqué de l'Union Générale des élèves et étudiants Dahoméens

DES responsables et des militants de la section dahoméenne de l'UGEED sont arrêtés ou recherchés.

Boya responsable du SDES (Syndicat Dahoméen de l'enseignement secondaire) est arrêté.

Delga, responsable du SDES est recherché.

Ako, militant du SDES et président du RAJEUMO (organisation démocratique de jeunes) est arrêté.

Tous les élèves des établissements publics et privés, tous les étudiants du Centre d'Enseignement Supérieur de Porto-Novo en grève depuis le 9 mai sont déchus de leur titre d'élèves et d'étudiants du centre d'enseignement supérieur avec « interdiction de s'inscrire dans aucune université francophone ». Des professeurs (Ako, Boya, Dègla), des maîtres d'internat, des vaguemestres de lycée sont révoqués de leur fonction, des Directeurs d'établissements privés (le R.P. Adjanonhoun, directeur du Collège Père Aupiais, M. Dovoedo, directeur du Cours secondaire protestant) sont « suspendus » de leur fonction pour « collusion avec leurs élèves en grève » (sic).

Essou Victor, directeur du journal « Le Gong », est arrêté et déféré au parquet pour « apologie de l'assassinat politique des tyrans ». Zinsou découvre ces complots et crée une cour de sûreté de l'Etat. La police et l'armée patrouillent.

Les élèves et étudiants dahoméens dénoncent à l'opinion publique dahoméenne et internationale le fascisme qui est en train d'être installé au Dahomey par le régime Zinsou.

Il s'agit pour le régime Zinsou de faire taire toute velléité d'opposition, de réduire au silence toute voix gênante et toute contestation du régime, de supprimer toutes libertés démocratiques fondamentales et d'asseoir définitivement un régime à la Hitler, Mussolini, Franco, Batista, Pétain ou Duvalier. Il s'agit de détourner l'attention et d'orchestrer une grande diversion face à la crise sociale que connaît le pays et à la colère grandissante de notre peuple. Mais le peuple travailleur ne se laisse ni prendre ni sombrer dans la résignation et c'est là encore la faiblesse du régime. Les travailleurs dahoméens disent non aux mesures anti-sociales, anti-nationales et anti-populaires du gouvernement Zinsou et de son U.D.R. :

Non à la limitation des enfants allocataires.
Non à la réduction des allocations des fonctionnaires
Non au blocage des avancements.
Non aux révocations arbitraires de la fonction publique.
Non à la suppression des libertés démocratiques.

Ils disent non parce que dans le même temps les grosses sociétés étrangères (C.C.D.E., C.F.D.T., SOCAB, CAITA, etc.) réalisent impunément de fabuleux bénéfices sur leur dos. Parce que dans le même temps les tenants du régime volent, détournent et vivent dans une opulence insolente.

Non au « docteur Duvalier » du Dahomey !
Non à la répression fasciste !
A bas la dictature terroriste !
Respect des libertés démocratiques !

Fait à Paris, le 19 mai 1969
Le Secrétariat Exécutif

L'accord entre Wilson et les syndicats :

Un épisode de leur lutte contre le droit de grève

LE gouvernement Wilson vient de renoncer à son projet de loi contre les grèves sauvages (comprenant entre autres des pénalisations en cas d'infraction), que les Trade-Unions refusaient d'accepter. On sait que les fédérations syndicales, soutien du gouvernement travailliste de Wilson, étaient débordées par les nombreuses grèves « sauvages », depuis qu'elles avaient elles-mêmes renoncé pratiquement à utiliser l'arme des travailleurs, et renoncé par conséquent à la défense de leurs intérêts. Les bureaucraties syndicales des Trade - Unions jouant le jeu gouvernemental, les ouvriers anglais ont appris fort bien à se passer d'elles. Le projet de loi de Barbara Castle contre les grèves sauvages, était destiné à réprimer ces mouvements de la base. Wilson y a renoncé, les Trade-Unions ne pouvaient pas accepter ce projet sans perdre la face et en même temps se voir rejetés un peu plus par le mouvement ouvrier. Et le gouvernement ne peut se passer de l'appui des syndicats. Mais il serait naïf de croire que Wilson a reculé véritablement devant eux. Son recul n'est que relatif, et par rapport aux syndicats il est nul. Car ces derniers ont accepté d'assumer eux-mêmes la répression des grèves sauvages. Comment ? En s'engageant à réformer leur charte de façon à pouvoir exclure des syndicats les ouvriers qui ne se conformeraient pas aux directives, et qui voudraient se mettre en grève en dépit du refus des fédérations. Pour juger de l'importance de ces mesures, des répercussions qu'elles pourraient avoir sur les travailleurs, il faut s'en rapporter à Wilson lui-même.

Aux Conservateurs insatisfaits de son « recul » il répondit que de n'être plus syndiqué, c'était s'exposer à ne plus avoir d'emploi, l'obligation syndicale étant de règle dans la plupart des entreprises.

Les Conservateurs qui trouvent ces mesures insuffisantes, jugent probablement qu'il n'y a pas de garantie dans le système adopté, pour le cas où les syndicats ne seraient plus le support gouvernemental.

Evidemment, si les Conservateurs devaient remplacer les travaillistes, ils auraient moins de facilités à se faire entendre et à leur faire jouer ce rôle de flics antigrèves avoués. Tandis qu'une loi pourrait servir aux uns comme aux autres.

Mais indépendamment des moyens d'y parvenir, conservateurs, gouvernement travailliste et syndicats ont le même but : l'annulation du droit de grève. Les uns proposent la prison, les amendes, les autres préconisent de condamner le travailleur à mourir de faim. C'est la sainte Alliance contre le droit élémentaire du travailleur.

La « démocratique » Angleterre montre son vrai visage, celui de la dictature du capital. Et ses larbins « travaillistes » qui n'ont pas assez de mots pour condamner les dictatures derrière le « rideau de fer », font aujourd'hui ce qu'aucun gouvernement de droite ni en Angleterre, ni dans les autres pays capitalistes avancés, n'ont encore osé faire : supprimer le droit de grève.

Ils peuvent décréter ce qu'ils veulent, mais ils ne supprimeront pas la grève. Ils la rendront peut-être plus « sauvage ». En débarrassant la classe ouvrière anglaise des illusions qu'elle pouvait encore avoir sur ceux qui parlent en son nom, ils n'en préparent que mieux le coup de balai qui les enverra dans les poubelles de l'histoire.

Les deux larrons : Wilson et Feather, secrétaire des T.V.C. (UPI)

En Rhodésie :

La minorité blanche creuse sa propre tombe

Ian Smith, Premier ministre de Rhodésie, s'apprête à voter. (A.F.P.)

LA Rhodésie s'est proclamée indépendante en 1965, elle est sortie du Commonwealth en 1966, le 20 juin 1969 un « référendum constitutionnel » faisait passer le pays « de la monarchie à la république ». Cette évolution ne marque pas l'accès tardif d'une colonie de l'impérialisme britannique à l'indépendance, mais au contraire le renforcement du régime colonial dans ce pays. 260.000 Blancs entendent imposer à 4 millions d'Africains de continuer à subir leur situation comme au temps de la reine Victoria.

C'est là le sens du « succès » du référendum de Ian Smith marquant l'approbation de plus de 70 % des colons européens à la politique raciale du gouvernement, mettant en place sa « république » et sa « constitution ». Comme en Afrique du Sud, les colons rhodésiens se refusent à admettre la fin de leur domination directe sur le pays et sont décidés à la maintenir coûte que coûte.

Après ce référendum, la ségrégation sera renforcée, sous le nom de politique de développement séparé, l'armée rhodésienne quadrillera une population africaine près de seize fois plus nombreuse. Dans un tel régime, le visage de l'exploitation et de l'oppression est sans fard, sans intermédiaire, il présente un caractère racial provoqué et accepté par les racistes rhodésiens, celui qui oppose les masses noires à la minorité d'exploiteurs blancs. Ce ne sont pas les quelques notables noirs auxquels le suffrage censitaire donne le droit de vote, ni les baïonnettes et les tanks qui le feront perdre de vue au peuple de Zimbabwe. Pour lui, pour toute espérance et pour sa dignité, il n'y a plus que l'insurrection.

L'impérialisme anglais est tout autant responsable de cette situation que le gouvernement raciste de Salisbury. L'hypocrisie du gouvernement travailliste de Wilson dans cette affaire a un caractère purement diplomatique à destination des pays du Tiers Monde dont beaucoup ont pourtant eu l'occasion de connaître et apprécier par eux-mêmes, en un temps pas si éloigné, le libéralisme de l'administration coloniale de l'impérialisme anglais et continuent à lui payer tribut sur le marché mondial. La « rupture » Wilson-Smith cherche à faire illusion sur les liens nouveaux qui rattacheraient les pays « indépendants » à leurs anciens colonisateurs, à masquer le visage de l'impérialisme impudiquement affiché en Rhodésie et en Afrique du Sud. Mais malgré le caractère « fâcheux » de la situation, le gouvernement travailliste de Sa Majesté ne peut pas intervenir... il ne s'agit ni de Suez, ni d'Anguila...

De son côté, l'Organisation de l' « Unité Africaine », l'O.U.A., proteste et menace (verbalement) la Grande-Bretagne (il faudrait bien que l'impérialisme anglais fasse quelque chose, quand même).

Quant au blocus, Ian Smith s'en porte bien.

Aussi, malgré l' « émotion » de l' « opinion internationale », le peuple de Zimbabwe devra avant tout, dans la situation actuelle, ne compter que sur lui-même. Et par sa lutte, il montrera que l' « affaire » de la Rhodésie c'est lui qui la prend en mains.

Tribune de discussion

PROGRAMME D'ACTION ET PERSPECTIVES STRATÉGIQUES

LES travailleurs, et plus précisément la classe ouvrière, doivent être la force dirigeante dans le combat contre le capitalisme. Cela indique immédiatement que la lutte ouvrière au niveau des entreprises doit forcément déborder le cadre de l'entreprise pour déboucher sur des problèmes concernant l'organisation de la société dans son ensemble. Quand les travailleurs mettent en question la hiérarchie capitaliste des entreprises privées ou étatiques, ils touchent à un point très sensible du système des rapports de production et à un élément fondamental de l'équilibre du régime capitaliste. Mais cela veut dire précisément que pour être efficace leur lutte ne peut se limiter à la critique d'une « mauvaise gestion », à la condamnation de l'autoritarisme du patronat et des cadres supérieurs, mais qu'elle doit investir les caractéristiques fondamentales depuis le début de l'organisation capitaliste du procès de travail — appropriation par les capitalistes de la force collective développée par les travailleurs dans le processus coopératif de production, confiscation par l'appareil de direction de ce que Marx a appelé les puissances intellectuelles de la production, c'est-à-dire les savoir-faire individuels et collectifs des travailleurs manuels et intellectuels, enfin, agencement des forces de travail et des moyens de travail en fonction d'un objectif fondamental, la production de plus-value ou de profit.

En effet, c'est seulement en reliant les aspects particuliers de la lutte ouvrière — niveau et formes du salaire, rythmes et cadences de travail, rapports avec la maîtrise et la direction, règles d'embauche et de licenciements — avec ces aspects fondamentaux, moteurs de la vie de travail que peut être saisie en pleine lumière l'exploitation capitaliste. De surcroit il est clair que cette façon d'envisager le combat de classe au niveau de la production s'ouvre immédiatement aux problèmes des structures complémentaires au niveau étatique, juridique, idéologique, voire au niveau de la consommation. En d'autres termes la lutte dans les entreprises peut et doit dépasser le stade de l'économico-corporatif si on la conçoit réellement comme une lutte anti-capitaliste. L'entreprise n'est pas le lieu d'une lutte purement économique — résistance à l'exploitation capitaliste — elle est aussi le lieu où les travailleurs commencent à se constituer en force sociale et politique qui comme celle du patronat ne limite pas son horizon à l'immédiat. C'est d'ailleurs à ce prix que les travailleurs peuvent regrouper autour d'eux les couches ou catégories sociales partagées entre le rejet de l'oppression capitaliste et la recherche d'un aménagement à l'intérieur du système (cadres moyens, petits exploitants agricoles, petits commerçants, jeunes ménages mal logés, chômeurs permanents des régions en voie de sous-développement, etc.). Comme le notait déjà Lénine, c'est en partant d'une compréhension profonde des mécanismes de la domination de classe (à cause de leur place dans la production), mais en étendant cette compréhension à des dénonciations et à des dévoilements sur le fonctionnement de la société tout entière, que les travailleurs s'affirment comme la force révolutionnaire capable de renverser le capitalisme. Pour prendre un exemple, nous pensons que la lutte contre la spéculation foncière, contre la crise du logement, contre la crise des transports urbains peut être menée, non par une dénonciation générale de l'injustice (il y a des favorisés et des défavorisés), mais par une mise en évidence des relations sociales qui produisent ces phénomènes de crise. L'essentiel est de combattre le fatalisme des classes populaires, en montrant justement que cela n'est pas le fruit de la fatalité.

C'est pourquoi nous croyons que la lutte dans les entreprises n'a pas que des aspects immédiats, justiciables seulement d'un programme d'action à court terme (même si celui-ci est nécessaire). L'« économisme » de la C.G.T. et du P.C.F. ne peut être dépassé par une simple radicalisation des objectifs revendicatifs immédiats (salaire minimum, échelle mobile). A notre sens il faut surtout une perspective stratégique, elle-même articulée en modalités d'intervention tactique, qui fasse justement apparaître le combat des travailleurs, comme un combat politique pour le pouvoir et pour la transformation de la société. Dans la période actuelle cette perspective stratégique passe par la lutte pour le contrôle ouvrier sur des éléments-clés des rapports de travail, c'est-à-dire par une lutte pour gripper et paralyser la production capitaliste. A notre avis, c'est la meilleure façon de dépasser les faux dilemmes — éparpillement des luttes ou journées nationales revendicatives inopérantes — d'unir les travailleurs des secteurs prospères et de ceux qui sont en perte de vitesse. C'est en même temps la meilleure réponse à la question que se posent beaucoup : « comment et pourquoi s'organiser politiquement dans les entreprises ? ».

Les camarades de « Lutte Ouvrière » ont fait souvent un travail acharné pour se faire accepter dans les entreprises. Nous pensons que pour eux comme pour les militants du P.S.U., l'heure est venue de dépasser l'optique étroite de la petite secte qui vit parasitairement de la critique du P.C.F. Maintenant le travail de masse est une possibilité qu'il faut saisir.

Rémy Grillaut,
de « Tribune Socialiste ».

M. PINAY déclare forfait

Une image que Pompidou aurait bien aimé faire revivre (U.P.I.)

POUR constituer son gouvernement, le nouveau président de la République a tenté de faire appel à Antoine Pinay. Pour le poste de Premier ministre il a choisi le président Chaban-Delmas, mais pour prendre les responsabilités des affaires économiques et financières en pleine période d'inflation monétaire, en face d'une menace de dévaluation venant après la crise monétaire du mois de novembre... il fallait trouver quelqu'un qui inspire confiance à tous ceux qui détiennent de l'argent dans le pays, capitalistes, gros moyens et petits. M. Antoine Pinay paraissait l'homme capable d'inspirer suffisamment cette confiance et principalement à l'ensemble de la petite bourgeoisie française. En effet l'économie monétaire des Etats capitalistes modernes repose en grande partie sur une fiction : la confiance en une monnaie dont la valeur n'est fonction que de la confiance que chacun veut bien mettre en elle.

Pour pouvoir donner confiance dans la monnaie il est important de pouvoir confier les affaires financières à un grand argentier capable lui-même d'inspirer confiance, à tort ou à raison Pinay s'est acquis cette réputation. Non pas que l'homme soit doté de qualités exceptionnelles, mais les circonstances l'ont placé dans des situations qui coïncident avec le retour à une relative stabilité après une période d'inflation. La première fois que Pinay s'est trouvé dans cette situation c'est en 1952. Après la période d'inflation galopante qu'a connu notre pays au lendemain de la guerre la remise en route de l'économie a permis une relative stabilité. En 1952 M. Pinay a pu se permettre de prendre deux mesures importantes :

— Premièrement il a lié le SMIG (salaire interprofessionnel garanti) à une échelle mobile basée sur l'évolution du coût de la vie.

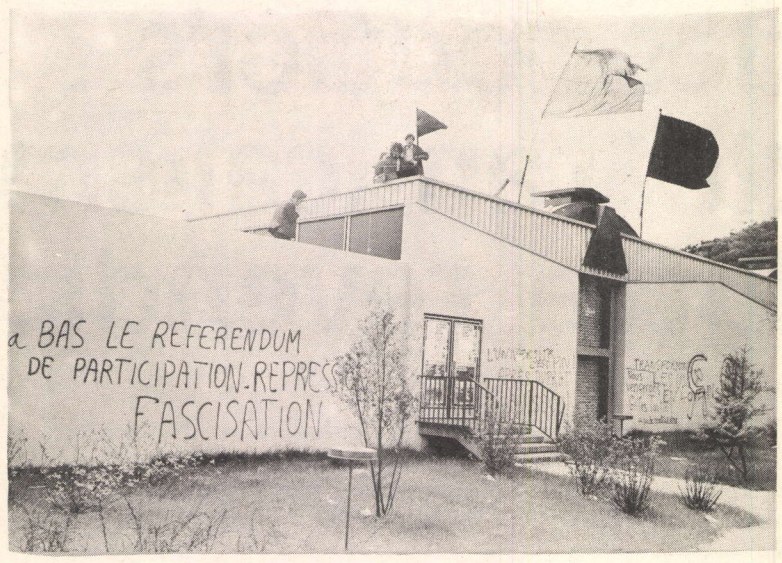
— Deuxièmement il a lancé un emprunt d'Etat lui aussi indexé sur l'évolution du coût de la vie.

C'était un pari sur la stabilité. A l'époque, alors que l'économie française n'était pas sortie de sa passe d'inflation galopante ce pari paraissait osé et M. Pinay l'a gagné. S'il a pu le gagner c'est parce que l'économie avait retrouvé assez de vigueur pour se stabiliser, et qu'à l'époque le gouvernement a pu enfin équilibrer ses recettes et ses dépenses et payer ses dettes non plus grâce à la planche à billets, mais justement... grâce à l'emprunt Pinay. (Il faut dire aussi grâce à l'aide américaine qui subventionnait pratiquement les dépenses de la guerre d'Indochine).

La deuxième fois que M. Antaine Pinay s'est trouvé dans une situation favorable, c'est à la fin de 1958 où il fut ministre des Finances du général de Gaulle. Là aussi les circonstances jouèrent en sa faveur car le redressement qu'on a qualifié de spectaculaire à l'époque n'est du en rien au génie particulier d'Antoine Pinay ni au général de Gaulle. Des circonstances économiques favorables sur le plan international ont permis au gouvernement français d'en profiter largement au prix d'une dévaluation du franc de 20 %. Ce fut une nouvelle période d'austérité qui put être relativement contenue jusqu'à l'explosion de la grève des mineurs en 1962. M. Pinay a donc un crédit de confiance. M. Pompidou lui a demandé de mettre ce crédit au service de son gouvernement. M. Pinay a refusé. A 78 ans il préfère laisser de lui une impression peut-être illusoire mais favorable de sa vie publique.

C'est que le redressement des finances de l'Etat n'est pas chose aisée. Il faudra imposer des mesures d'austérité qui ne manqueront pas d'être impopulaires. Il faudra surtout être capable d'imposer ces mesures alors que l'esprit contestataire est encore bien vivace.

Peut-être le refus de M. Pinay fera la bonne fortune de l'ambitieux M. Giscard d'Estaing qui dès maintenant pose sa candidature. Mais le refus de Pinay risque fort de ne pas contribuer à rétablir une confiance monétaire dont le gouvernement a pourtant bien besoin.



Vincennes (A.F.P.)

Vincennes

LA MINI-INSURRECTION DU GHETTO UNIVERSITAIRE

S'IL y a de nouveaux troubles, et si Vincennes ne peut fonctionner, on fermera ce centre. Ce serait dommage pour les nombreux enfants du peuple qui n'ont pas leur bac et tentent leur chance à Vincennes ! »

En faisant cette déclaration, Edgar Faure, ministre de l'Education nationale donnait le ton à toute la grande presse, et c'est de la même manière hypocrite que celle-ci devait se lamenter sur les agissements des « gauchistes » de Vincennes.

Car enfin, soit dit en passant, on voit mal le ministre des armées menacer de faire fermer les casernes si des troubles s'y poursuivent, on voit mal le ministre des Finances renoncer à encaisser les impôts devant la mauvaise volonté des contribuables. Mais, lorsqu'il s'agit de l'enseignement, le gouvernement est tellement habitué à présenter le peu qu'il fait comme une faveur, qu'il n'hésite pas à utiliser ce méprisable chantage.

Il y a un an, juste au début des événements de mai, après les premières manifestations étudiantes, les journaux nous avaient de la même manière présenté les étudiants de Nanterre comme des petits favorisés qui menaient joyeuse vie, copieusement nourris dans les restaurants universitaires, luxueusement logés, etc.

Aujourd'hui, si les paroles sont un peu différentes, l'air de la chanson est resté le même. Alors que depuis des années, sinon des dizaines d'années, le sort de l'Education nationale est un scandale permanent, il s'agit de présenter les maigres réalisations qui ont été faites comme des privilèges octroyés, qui devraient inciter tous les étudiants à en jouir en silence sans avoir le mauvais goût de revendiquer quoi que ce soit.

Et pour essayer de donner un peu plus de poids à ses assertions, la grande presse n'hésite pas à en rajouter, et à déformer sciemment les faits, histoire de faire passer un petit frisson d'épouvante dans le dos du lecteur devant les « terrifiants exploits » des gauchistes.

Quelques urnes noyées ne l'ont pourtant pas toujours scandalisée à ce point. Mais lorsque cela arrive en Corse, au cours des joutes électorales entre les U.D.R. locaux et leurs concurrents, on préfère présenter cela comme la manifestation d'une vieille tradition locale : sans parler des coups de revolver à Marseille, Arras ou ailleurs.

Pour nous, que des urnes, qui servent si souvent dans cette société, on l'a vu encore il n'y a pas si longtemps, à noyer le poisson, aient à leur tour fini noyées dans un bassin, n'est pas en soi un scandale. Et si les événements de Vincennes posent effectivement un problème politique, c'est sur un tout autre terrain.

Le problème qui se pose, en effet, n'est pas de savoir s'il est bon, et justifié, en soi, de noyer les urnes ou de brûler les listes électorales. C'est de savoir si dans le cas présent de telles actions correspondaient réellement à une action de masse des étudiants, à une volonté de lutte de la majorité d'entre eux, ou, au moins, si elle paraissait bénéficier de leur sympathie.

Il ne nous semble malheureusement pas que les gauchistes de Vincennes se soient sérieusement posé ces problèmes.

Nous ne croyons pas, dans le contexte présent, que l'abstention soit forcément la meilleure tactique dans la lutte contre la « participation ». A notre avis les révolutionnaires devraient au contraire participer à ces élections, même telles qu'elles sont, car assimiler l'université à l'usine, et la participation universitaire à la collaboration de classe est un raisonnement spécieux et infantile.

Nous sommes persuadés que loin de se poser sérieusement le problème, les organisations d'étudiants et d'enseignants de Vincennes qui ont préconisé l'abstention, ont simplement cédé à la pression de leurs militants les plus inconscients.

La preuve en est, qu'ils se sont même livrés à une véritable escalade dans le vocabulaire, et que, trouvant sans doute le mot abstention trop passif, ils ont préféré parler de boycott, ce qui a finalement favorisé les incidents que l'on sait.

Mais il ne suffit pas d'utiliser des termes plus radicaux, ou des méthodes plus violentes, pour être plus révolutionnaires. Et les élections de la faculté de Vincennes ne font finalement que mettre en lumière l'impasse dans laquelle, un an après mai 68, se retrouvent la plupart des étudiants gauchistes.

Parce que, finalement, leur activisme n'est que la démonstration qu'ils n'ont pas su s'engager dans une véritable activité révolutionnaire. Et parce qu'il n'y a pas de miracles, pas de trucs, qui permettent d'obliger la lutte de classe à passer de force par Vincennes.

Etre un révolutionnaire, pour un intellectuel, ce n'est par crier plus fort que les autres. C'est prendre conscience des forces qui peuvent seules amener la transformation socialiste de la société, et c'est savoir se mettre à leur service, c'est-à-dire au service de la classe ouvrière et de ses luttes.

C'est en tout cas ne jamais oublier, quand on engage une action, de s'interroger sur ses répercussions possibles, par rapport au milieu social dans lequel on exerce cette action, et par rapport à la classe ouvrière. Car autrement, tout ce que l'on peut faire, c'est des gestes inutiles, mais certainement pas une activité révolutionnaire.

Sous cet angle-là, les étudiants révolutionnaires ont bien des problèmes à reposer, et à repenser, à commencer par le plus important d'entre eux, la liaison de leur activité avec le mouvement ouvrier.

Car il ne servira à rien de dénoncer la démagogie, l'hypocrisie, les mensonges et les calomnies de la presse bourgeoise, si nous ne sommes pas capables, par notre propre activité de présenter aux travailleurs un visage sympathique, d'apparaître à leurs yeux comme des gens sérieux, dévoués et compétents par rapport aux tâches qu'ils se sont fixé, et non comme des trublions attardés en mal de monôme.

AUTOROUTES PAYANTES :

UN NOUVEAU CADEAU DE L'ÉTAT AUX SOCIETES PRIVEES

LES 158 morts et les 4.651 blessés des accidents de la route du week-end de Pentecôte soulignent l'insuffisance du réseau routier, compte tenu de l'organisation de cette société. Le réseau d'autoroutes ne s'accroît pourtant qu'avec lenteur : le V^e^ Plan avait prévu 180 kilomètres par an. Il ne sera même pas respecté...

Mais voici que le ministre de l'Equipement et du Logement, M. Chalandon, aurait, paraît-il, trouvé remède à cela en présentant un projet de financement privé des autoroutes.

Il a lancé un appel d'offres aux sociétés de travaux publics et groupes bancaires auxquels elles sont liées, pour le lancement de divers tronçons, qui pourraient être construits au rythme de 280 kilomètres par an. Une concession pour trente-cinq ans sera accordée à la société de construction qui aura toute liberté en ce qui concerne le péage de ces autoroutes, il est estimé de l'ordre de 8 à 10 centimes du kilomètre. L'Etat avancera 25 % des fonds sans intérêt. 25 % des fonds devront être fournis par la société, dont au moins 10 % par des capitaux libérés immédiatement et 15 % par des prêts consentis par les banques participantes. Le reste, c'est-à-dire 50 % du financement, sera assuré par des emprunts lancés dans le public et garantis par l'Etat.

Comme on peut le voir, le prétendu financement privé, bénéficiera d'un large financement public.

Tout cela pour en arriver à faire payer trois fois aux automobilistes l'utilisation de ces quelques kilomètres d'autoroute. Une fois par la taxe sur l'essence qui devrait être reversée au fonds d'investissement routier, une deuxième fois par une part des impôts qui va au financement des sociétés privées, une troisième fois.. .au poste à péage.

A défaut de savoir si les quelques neuf millions de véhicules de ce pays pourront encore rouler demain, reste la certitude qu'une fois de plus les automobilistes seront roulés.

MAI - JUIN 69

l'ordre règne...

IL y a un an, la répression des manifestations « gauchistes » permettait à un certain nombre de policiers de donner toute leur mesure : tabassages, viols, et même assassinats se sont succédé.

Cette année, les occasions manquent.

La police s'ennuierait-elle ? Toujours est-il que l'on a pu voir, en deux semaines, plusieurs policiers délaisser la routine au profit d'actions d'un type très particulier.

— Fin mai, c'était un officier de police parisien qui était inculpé d'abus de confiance et de chantage : il avait escroqué 2.100 francs à un tailleur yougoslave.

— Le 3 juin, c'était encore un officier de police, de Montbéliard, cette fois, qui était écroué. Il était accusé d'avoir envoyé un colis piégé. On devait trouver chez lui six pains de plastic dérobés il y a quelques mois.

— La même semaine, la police parisienne se voyait dans la pénible obligation d'arrêter deux gardiens de la paix, l'un pour vol de voiture, l'autre pour chantage.

Comme disait un officiel lors de l'affaire Ben Barka : « On ne fait pas la police avec des enfants de chœur. »

Autrement dit, pour défendre le gangstérisme à grande échelle du système capitaliste, on peut très bien employer des gangsters à la petite semaine.

Mais il y a quand même des limites. Et la bourgeoisie n'a aucune raison de tolérer des truands dans la police, alors qu'elle peut les utiliser dans les S.A.C. et les C.D.R.

Il faut au moins sauvegarder les apparences.

Renault (Billancourt)

Quand la C.G.T. joue les flics de la Direction

A la suite d'attaques physiques commises par des militants de la C.G.T. et du P.C.F. de Renault-Billancourt contre les diffuseurs de tracts gauchistes, la C.F.D.T. Renault avait pris position contre ces violences et demandé des explications par lettre à la C.G.T. La C.G.T. avait d'ailleurs répondu, à côté bien sûr, à cette lettre, sous forme de tract à tout le personnel. Nous avions publié dans le numéro 45 de « L.O. » l'échange de lettres entre les deux syndicats. Depuis, s'il n'y a plus eu de violences physiques à déplorer, le ton est malgré tout encore monté d'un cran entre la C.F.D.T. et la C.G.T.-P.C.F.

Jeudi matin, le P.C.F. distribuait l'écho des métallos dans lequel un désormais traditionnel article : « le gauchisme contre la classe ouvrière », s'en prenait à travers les gauchistes, plus particulièrement à la C.F.D.T. Ce que la C.G.T. reproche à la C.F.D.T., c'est sa tolérance vis-à-vis de tous les courants du mouvement ouvrier, et pour les émules de Staline, tout est bon ; les calomnies les plus insidieuses, nous le savons depuis longtemps, ne leur font pas peur.

Ce dont le P.C.F. a aussi peur, c'est des gauchistes et il le dit, dans « L'Echo des Métallos », à propos de l'attitude courageuse de la C.F.D.T., car pour lui « c'est une question de principe ; la démocratie ouvrière exige que soit respectée la non-ingérence dans les affaires des travailleurs de la régie ». Alors, on peut se demander pourquoi depuis pas mal de temps la C.G.T. et le P.C.F. consacrent tant d'énergie, de papier, de temps et de coups à des « individus » qui n'en valent pas la peine, qui ne sont qu'une poignée dans l'usine et qui n'influencent qu'eux-mêmes. Mais quelques heures plus tard, la C.G.T. faisait mieux encore. Un tract émanant des sections syndicales (fantômes) des départements 12 et 74 s'en prenait une fois de plus aux gauchistes ainsi qu'à la C.F.D.T. Dans ce tract intitulé : « A quelle sauce voulez-vous être mangés », on pouvait lire entre autres : « Si les cerveaux marxistes, trotskystes ou autres n'ont rien à voir avec la classe ouvrière, quelques éléments qui s'intitulent « comité d'action » sont présents dans l'usine. »

Au fait qui sont-ils ?

Quelques énergumènes connus de longue date pour une vitalité exemplaire contre la C.G.T. mais beaucoup plus faible contre le patron. X., ancien délégué, qui a abandonné son mandat au milieu de l'année, laissant les travailleurs sans délégué.

X., rayé de notre liste de délégués par cent travailleurs, cherche refuge à la C.F.D.T.

X., embauché juste après mai et juin, bénéficie de facilités douteuses pour se promener en toute liberté dans l'usine ou place Nationale.

Et plus loin : « Après avoir échoué dans leur tentative de noyauter la C.G.T., ils rentrent à la C.F.D.T. bénéficiant malheureusement de la bienveillance de certains dirigeants de cette organisation qui tentent de transformer la C.F.D.T. en syndicat anti-C.G.T. »

Cette fois-ci, comme ils l'avaient déjà fait en 1960 en dénonçant sur un tract un secrétaire C.F.T.C. que la direction licencia par la suite, la C.G.T. joue à nouveau le rôle de flic au service de la direction. Le jour où celle-ci voudra se débarrasser de ces camarades, elle saura que la C.G.T. ne lèvera pas le petit doigt pour l'en empêcher. Si certains militants cégétistes en sont arrivés là, ce n'est certes pas l'intérêt des travailleurs qui les commande, mais leur sectarisme vis-à-vis de tout ce qui n'est pas dans la ligne C.G.T. ou P.C.F. Car, sur ces trois militants dénoncés nommément, deux étaient délégués du personnel à la C.G.T. Le premier a effectivement quitté son mandat en cours d'année (ce en quoi il a eu tort), parce qu'en désaccord avec une grève lancée par la direction du syndicat, celle-ci n'ayant pas tenu compte de son avis, alors qu'il lui semblait évident que cette grève échouerait.

Le second rayé aux dernières élections de délégués une centaine de fois, a été évincé non par les travailleurs comme le prétend le tract, mais par des membres du P.C.F. qui en avaient reçu la consigne alors que travaillant dans des départements éloignés, ils ne le connaissaient même pas.

Le troisième, travaillant comme contrôleur à la chaîne, a effectivement toutes les facilités pour se déplacer, c'est bien évident, non ?

Ce qui gêne le plus la C.G.T. dans tout cela, c'est que la C.F.D.T. fasse les bénéfices de son sectarisme et y gagne des militants que la C.G.T. n'aurait jamais dû perdre.

Qui est anti-cégétiste au bout du compte ? Certainement pas la C.F.D.T. et les militants qui la composent, car le tract de la C.G.T. et ses accusations infâmes ont provoqué parmi les ouvriers qui connaissent ces trois camarades, une profonde indignation et un grand dégout vis-à-vis de telles méthodes et ils n'ont pas manqué de le dire aux délégués et aux militants cégétistes qu'ils savent responsables de telles ignominies.

Le congrès des routiers : de l'amicalisme à la lutte revendicative

Le Sixième Congrès de la Confédération Nationale des Salariés de France, syndicat autonome, principalement axé sur la corporation des chauffeurs routiers s'est tenue du 24 au 26 mai à Bègues (Allier).

Il y a plus d'un million de chauffeurs en France, environ 350.000 d'entre eux sont des routiers et la Confédération en regrouperait plus de 100.000, représentés par 800 congressistes dont 400 délégués.

En fait le « syndicat » ressemble plutôt à une Amicale. Fondé en 1934, il est dirigé par une petite équipe d'apprentis bureaucrates qui gravite autour de son secrétaire général François de Saulieu, donnant au « syndicat » un caractère corporatiste, réactionnaire, partisan de la collaboration des classes et cultivant le paternalisme. Il n'a jamais fait grand chose jusquelà et son soutien au gouvernement en mai 68 ne lui a pas apporté la carte professionnelle qu'il espérait obtenir en continuant à assurer les transports. Mais les revendications se sont accumulées et les routiers entendent obtenir satisfaction. Aussi l'intervention de militants décidés à ce que cela change rencontra aussitôt un soutien général de la part des congressistes.

Au lieu des sempiternelles jérémiades paternalistes à propos de la grande famille de la route, les congressistes virent des camarades, routiers comme eux, prendre la parole pour la permière fois et venir exposer les vrais problèmes, mettre le doigt dessus et réclamer satisfaction pour tous, en proposant des moyens d'action précis et directs pour des objectifs clairs.

Sans organisation, sans traditions de lutte revendicative, très dispersés et représentant cependant une force dans l'économie, les routiers ont vu leurs conditions de vie et de travail s'aggraver.

Il faut désormais tenir compte davantage de la concurrence et pour les patrons cela entraîne l'exigence d'un maximum de rendement et l'habitude d'imposer des délais contraires aux règles normales de sécurité, avec en plus les tracasseries policières.

Pour les routiers, le lieu de travail c'est la route. On ne voit pas chez Renault, les touristes se promener à leur guise au milieu des machines, c'est ce qui se passe sur la route. Alors il s'agirait d'avoir les moyens de pouvoir travailler normalement, au moins des autoroutes ou des pistes spéciales.

En attendant, les routiers sont perpétuellement menacés du retrait du permis, c'est-à-dire de la perte de leur travail.

Mais, ce qui écrase les routiers ce sont les heures supplémentaires. Leurs propres déclarations sont explicites, en voici quelques-unes :

« Il est normal pour un routier de parcourir 100.000 km dans l'année. Mais pour arriver à ce résultat, le routier, payé entr 3,38 F et 4,06 F de l'heure travaillée va jusqu'au delà de ses limites physiques. » Ce qui entraîne la fatigue, l'épuisement, les maladies professionnelles : colonne vertébrale, troubles circulatoires, usure rapide du cœur, dépression nerveuse, etc.

Il faut tenir compte des délais de route et de la douane, supporter toutes les incohérenees de l'administration, un routier ayant 47 ans de métier déclarait :

« En fait, on nous oblige à être continuellement en infraction. Si je vais de Paris en Allemagne en passant par Strasbourg, j'ai 510 km à parcourir avec mon 35 tonnes, homologué à 60 km/heure. Pour la douane française, je dois effectuer le parcours en neuf heures au maximum. Il est matériellement impossible de couvrir cette distance à cette vitesse. Je dois donc rouler entre 80 et 100 km/heure. Je suis donc en infraction pour la vitesse homologuée. D'autre part, il nous est interdit de rouler plus de 5 heures sans un arrêt de 30 minutes. Deuxième infraction. Donc, pour passer la douane conformément au temps qu'elle a établi, je prend des risques. »

Il faut souvent rouler les samedis et les dimanches, ne voir sa famille qu'occasionnellement et ne rentrer chez soi que pour un court laps de temps, épuisé.

Cela avec des salaires de 640 F à 1.200 F par mois, des indemnités hôtel-restaurant insuffisantes, des horaires qui peuvent aller jusqu'à 15 ou 18 heures d'affilée.

Les salaires sont multiples, autant de salaires différents que les 972 conventions collectives différentes, avec parfois des difficultés pour se faire payer son dû face à des patrons fraudeurs ou récalcitrants.

L'U.R.P. (Union de la Région Parisienne) a élaboré une proposition de plate-forme revendicative. Les revendications mises en avant sont principalement :

— Salaire mensuel garanti de 1.300 F (pour un horaire hebdomadaire de 48 heures).

— Respect de la législation codifiant le paiement des heures supplémentaires.

— 50 % de majoration pour les heures effectuées après un service de nuit (après 6 heures du matin).

a) 50 % de majoration pour les heures effectuées après 20 heures à la suite d'un service de jour ;

b) majoration à 100 % pour tout horaire effectué le dimanche ou jour férié.

c) En cas d'obligation de faire son service un jour de fête légale payée, ce jour doit être payé trois fois, c'est-à-dire le versement normal de ce jour de fête légale payé, plus la journée travaillée à 100 %.

— Indemnité de déplacement versée par l'employeur, correspondant aux frais de logement et de nourriture.

— Rejet des heures dites d'amplitude. Le temps de repos réel étant celui où, dégagé des servitudes du travail, ce repos peut être passé au foyer.

— Reclassement professionnel des travailleurs des transports malades ou accidentés.

S'il y a des points à discuter, ce projet a le mérite de constituer une base de discussion et marque une volonté d'amorcer la lutte revendicative laissée en plan depuis tant d'années.

Comme le déclarait un délégué de l'U.R.P. :

« Mai 68 a prouvé que seule une position de force peut faire aboutir des revendications » et il y avait là une volonté d'un renouveau du syndicalisme, d'une orientation résolue vers la lutte revendicative avec néanmoins une certaine hésitation empirique entre une orientation réformiste « dure », à l'américaine, et le syndicalisme révolutionnaire.

La presse a souligné le « gauchisme » des déclarations au Congrès et des moyens d'action proposés : blocage des routes, rondes dans les villes, respect strict du code de la route entraînant des embouteillages monstres, etc. Les bureaucrates du syndicat, partisans ouverts de la participation se sont inquiétés des sympathies anarcho - syndicalistes de certains militants de l'U.R.P. Un ouvrier qui revendique, c'est un ouvrier « gauchiste », voilà ce qui hante l'esprit des gouvernants, des patrons et des bureaucrates. Pour les routiers, si le bilan est nul pour leur « syndicat », il faut que cela change. Ils sont un peu surpris, mais pas gênés de se voir qualifiés de « révolutionnaires » par ceux qui s'inquiètent de leur esprit d'offensive. Leur rencontre avec les idées révolutionnaires et leur participation possible au mouvement révolutionnaire se fera si les militants « gauchistes » savent se lier et participer à leurs luttes.

BAGARRE A FLINS :

une action inefficace

Flins, juin 1968. (V.P.I.)

MARDI dernier, 17 juin, une quarantaine de jeunes gens, venus en voiture, se regroupaient près de l'église d'Elisabethville, face à l'usine de Flins. Il était cnviron 13 h 30 ; c'est l'heure où l'équipe de l'après-midi vient prendre le travail. A 13 h 45, c'est l'équipe du matin qui quitte l'usine.

Se mêlant à la foule des travailleurs qui rentraient dans l'usine. Les jeunes gens purent sans encombre franchir les grilles, et pénétraient sur le terre-plein qui se trouve au-delà. Là, ils se regroupaient, déployaient une banderole : « Vengeons Gilles Tautin », et commençaient à tracer des inscriptions à la peinture, en particulier sur le monument à Pierre Lefaucheux, ancien directeur de la Régie, qui se trouve à l'entrée de l'usine.

Après un moment de surprise, les gardiens sortirent de leur poste, et la maîtrise, elle aussi, s'attroupa rapidement. Contremaîtres et chefs d'ateliers, Sauer, chef du gardiennage en tête, essayaient de repousser le « commando ». La bagarre à coups de pierre, de manches de pioche, devenait générale. Dans la cantine, un jeune qui essayait de prendre la parole reçut une chaise en pleine figure.

Enfin, après une dizaine de minutes, le commando « décrochait » et s'éloignait rapidement dans des voitures, réussissant à échapper aux barrages routiers qui furent établis par la police.

Toute la bagarre s'était déroulée sous les yeux des très nombreux travailleurs qui se trouvent à l'entrée de l'usine, ou à la cantine, à cette heure-là. L'attitude générale était la stupéfaction, d'abord, un certain contentement ensuite, devant le doux spectacle d'un certain nombre de chefs exécrés prenant une correction. Et contrairement à ce qu'a dit la presse, bien peu d'ouvriers se mêlèrent à la bagarre, sauf quelques « fayots » désireux de se faire bien voir de leur contremaître en se trouvant à ses côtés. Le chef de la surveillance, des chefs de département et quelques autres chefaillons furent blessés. Dans l'après-midi, ces huiles se promenant dans l'usine, la tête abondamment garnie de pansements, firent la joie des travailleurs, qui s'annonçaient, ici et là, la venue d'un « fakir ». Un certain nombre d'ouvriers par contre, était choqué par cette intrusion dans l'usine, et en particulier par le coup de badigeon sur Pierre Lefaucheux, lequel, malgré une intervention rapide des pompiers, garde des marques indélibiles !

Quant aux syndicats, surpris par l'événement, ils préparaient fébrilement une prise de position.

La CGT, dont certains militants avaient aidé à repousser le « commando » publia le jour-même un tract pour dénoncer « l'attaque » en disant, parlant des « gauchistes » : « sous prétexte de liberté d'information, nous avons laissé ventiler leur sale propagande. Mais vous voyez travailleurs, lorsqu'on leur permet de s'exprimer, leur soif de casser tout les submerge et là on voit leur vrai visage, celui de l'anarchie. » Et ajoute « en mai-juin 1968, la CGT vous l'avait bien dit ! » Quant à à la CFDT, embarrassée, elle condamne « les insultes et les violences d'où qu'elles viennent ». Réactions au tract CGT : « Ils veulent encore nous faire la leçon ! »

Pourtant cette réaction relativement favorable des travailleurs de Flins ne doit pas faire illusion, et ne justifie absolument pas cette action. Et les militants d'extrême-gauche (semble-t-il des « maoïstes ») qui l'ont organisée ont bien tort de croire qu'elle puisse être, en quoi que ce soit, positive.

S'agissait-il d'honorer la mémoire de Gille Tautin ? Dans ce cas, il était possible de diffuser un tract, ou même de tenir un meeting devant les grilles de l'usine, comme d'autres révolutionnaires l'ont déjà fait avec succès, et sans incident. Cela aurait été, pour les travailleurs infiniment plus intéressant... et positif.

Ces camarades espèrent-ils qu'une « action exemplaire suffise à entraîner, par la vertu de l'exemple, les travailleurs dans l'action ? Dans ce cas c'est non seulement se tromper lourdement sur la tâche à accomplir, mais c'est aussi au bout du compte, mépriser les travailleurs, que de croire qu'il suffit de leur forcer un peu la main pour qu'ils « agissent ». C'est se reconnaître implicitement incapable de les convaincre et déclarer forfait devant cette tâche. Enfin, c'est en désespoir de cause, remplacer l'action des travailleurs par sa propre action, et se condamner à plus ou moins brève échéance, à s'isoler d'eux.

LA GRÈVE CHEZ DUCELLIER

DEPUIS trois semaines, les usines Ducellier de la région Auvergne, spécialisées dans l'équipement électrique pour autos, sont en lutte. Les travailleurs Ducellier sont connus dans la région pour leur combativité ; les derniers à rentrer en mai, ils ont tenu aussi longtemps que Renault, c'est avec les méthodes de mai qu'ils ont recommencé ces jours derniers à se battre pour leurs revendications.

A Grosmenil - Sainte-Florine, la direction, prétextant une diminution d'horaire, a voulu imposer une réduction brutale du boni ce qui entraînait une perte de salaire de l'ordre de 200 à 300 F par mois. Le 27 mai, 128 ouvriers des chaînes de montage « allumeurs » décident la grève sur le tas. Pendant toute une semaine, ils restent seuls en lutte, la direction se refusant à négocier ; furieux devant ce mutisme prolongé, les 128, délégués C.G.T. en tête, occupent l'usine. Quant aux membres de la direction présents, ils sont enfermés dans leurs bureaux. Des piquets de grève sont mis en place, l'ensemble des travailleurs se joint au mouvement. La Maison réagit alors en faisant appel à la gendarmerie locale ce qui entraîne le renforcement des piquets. Le 5 juin, elle tente de briser la grève en se servant de quelques jaunes. La situation est à ce moment-là très tendue ; les responsables C.G.T. d'Issoire, venus sur place, font tout pour éviter un affrontement et font refluer les travailleurs de l'usine à la Maison du Peuple, distante de plusieurs kilomètres. Ils réussissent à faire reprendre le travail mais les 128 restent en grève.

A l'usine d'Issoire, on n'aura connaissance de ces faits que le mercredi 4 juin. Ce jour-là, devant les réactions immédiates des travailleurs, les sections syndicales appellent à la grève par solidarité. Mais le lendemain matin, l'équipe de 5 h se retrouve seule à l'entrée de l'usine : pas un seul délégué n'est présent, aucun tract, pas de piquet de grève ; elle attendra la dernière minute, puis se décidera à rentrer faute de directive. A 7 h, réunion d'information : les syndicats font reprendre le travail, ils ont soi-disant, des « raisons sérieuses » pour arrêter et prétendent mener « la grève par étapes ». A ceux qui demandent des explications, les délégués répondent que « ceux de Grosmenil ont engagé des actions illégales... Il vaut mieux être prudents ». Ils comptent manifestement que tout va rentrer dans l'ordre. Mais le vendredi soir, c'est le coup de force de la direction : à Grosmenil, 9 délégués syndicaux dont le secrétaire, sont mis à pied avec demande de licenciement. A Issoire, dès que la nouvelle est connue, chacun se précipite au panneau d'affichage et on discute de la conduite à tenir jusqu'à l'heure de la sortie sans que les syndicats interviennent. Ils attendront le lendemain... pour faire savoir qu'ils comptent prendre position le mercredi suivant, à l'occasion de la réunion du C.E. Dans l'immédiat, ils appellent quand même à un débrayage de deux heures le lundi.

Le mercredi, onze débrayages de deux heures largement suivis pendant la réunion du C.E. En signe de solidarité, les ouvriers des autres usines de la région, Forgeal, Wassmer et Fondary débrayent aussi massivement. Ce jour-là, on voit partout des ouvriers en bleus dans la ville, s'informant et discutant. Comme il fallait s'y attendre, le C.E. de Grosmenil se prononce contre les licenciements, pour les syndicats, c'est « un recul imposé à la direction » et un motif pour tout axer sur la lutte juridique.

Depuis le début, les responsables syndicaux d'Issoire et ceux de l'U.D. de Clermont ont tout fait pour étouffer le mouvement et pour isoler Grosmenil et sa section syndicale : ils n'ont pas osé parler ouvertement de l'occupation et de la direction enfermée dans ses bureaux ; selon eux, « les grévistes ont seulement demandé » aux membres de la direction de se tenir dans leurs bureaux respectifs jusqu'à ce qu'une discussion soit ouverte (tract C.G.T. du 7-6). C'est en des termes aussi voilés que la C.G.T. d'Issoire renseignait les travailleurs. « Pour autant que nous soyons informés et par recoupement de certaines de ces informations... » De même, ils ont soigneusement dosé les débrayages entrecoupés de périodes de calme ; maintenant, leur grande préoccupation c'est de multiplier les motions et pétitions auprès du préfet, de la Chambre Patronale, etc. Mais à l'heure où nous écrivons, rien n'est encore réglé. La direction maintient sa décision de licenciement, officiellement pour tous, et d'après les bruits qui courent au moins pour quelques-uns. Mais à Grosmenil, les 128 tiennent toujours.

AUX PAPETERIES NAVARRE (Banlieue de Rouen)

DEBRAYAGES DEPUIS PLUSIEURS MOIS

LES Papeteries Navarre emploient environ six cents personnes dans l'usine de Grand-Quevilly.

Depuis plusieurs semaines, le mécontentement grandit. Les ouvriers dans leur totalité sont mécontents des conditions de travail et des salaires. Dans tous les secteurs, c'est la pagaïe, les ordres précèdent les contre-ordres, etc.

En plus, les accidents sont nombreux : 37 pour les quatre premiers mois de 69, dont un mortel (un ouvrier écrasé par une balle de papier de 250 kg tombée de 6 m de haut).

Les salaires étant faibles (entre 3,41 et 4,10 de l'heure en moyenne), beaucoup de travailleurs s'en vont. Sur 50 embauchés récemment, il en reste une vingtaine. A toutes les revendications, la direction répond que les améliorations sont fonctions des notations individuelles.

Depuis bientôt 4 semaines, les massicotiers sont en grève 4 h par fraction. Ils réclament 5 % d'augmentation et la classification d'O.S. 1 pour les aides qui sont classés comme manœuvres. Plusieurs dizaines de tonnes de papier sont ainsi immobilisées. La direction ne veut rien donner, invoquant les notations.

Le 10 juin, après un vote, une grève de 24 h a été lancée par la CGT, (largement majoritaire, les élections récentes ayant vu l'effondrement de FO et la totalité des sièges de délégués ouvriers à la CGT).

Il s'agissait de soutenir l'action des massicotiers et de réclamer pour tous une augmentation de 3 % ainsi que la suppression des notations. 95 % des ouvriers firent grève ainsi que quelques mensuels.

Le 9, pour essayer de calmer le mécontentement, la direction proposa une prime de production de 3 % applicable le 1er juillet en attendant la marche en continu prévue pour début septembre. Comme nous sommes en vacances en août, cela veut dire un mois de prime !

Personne ne voulut accepter la sucette. « Ce n'est pas sérieux entendait-on un peu partout. »

Pour l'instant, la direction ne veut rien lâcher de plus. Le 12, une entrevue de plusieurs heures avec les caristes, qui veulent tous être payés au même prix (il existe des différences de 50 c. par heure) n'a rien donné et ces derniers envisagent de passer à l'action.

Devant la détermination de la direction les ouvriers parlent sérieusement de « remettre ça ». « 24 h ce n'est pas suffisant, il faudra continuer. » étaient les réflexions le lendemain de la grève.

● **S.A.F.R. :**

L'exploitation du lait... et celle de l'homme

EN France, l'industrie laitière est l'une des plus mal connues du grand public, elle est toutefois une des plus rentables pour les capitalistes.

Disons tout de suite que le lait est un produit où rien ne se perd. On arrive à en extraire jusqu'aux derniers sels que contient ce produit. Pour les capitalistes, le lait est une valeur sûre sur tous les plans, il est une mamelle intarissable de profit. Prenons un exemple : pour un litre de lait, acheté au producteur 0,47 F, on obtient cinq yaourts qui sont vendus au consommateur entre 0,45 et 0,55 F pièce. Du paysan au consommateur, il y a tout un processus d'exploitation dans lequel se trouvent les travailleurs de cette industrie, un des secteurs les plus mal payés de ce pays.

La S.A.F.R. (Société Anonyme des Fermiers Réunis) et le groupe Genvrain forment un des trusts le plus important de l'industrie laitière. Il possède environ 75 usines, un parc de 2.000 véhicules ; il emploie 3.000 travailleurs qui transforment deux millions de litres de lait par jour. Le salaire horaire d'un spécialiste fromager varie entre 3,50 F et 3,80 F. Leurs conditions de travail font de ces travailleurs des sur-exploités sur tous les plans. Une part d'entre eux doivent rester à longueur de journée dans une espèce de cuisine industrielle où la température est de 40 °C, où l'eau, les acides, les soudes forment une atmosphère abrutissante et insoutenable qui finit par atteindre leur santé. D'autres par contre, travaillent dans des caves super-humides où la température est stabilisée à 10 °C. Ce travail est effectué par des femmes soumises à des cadences insoutenables qui leur font manipuler environ 15.700 kg de fromages par jour.

Presque tous les jours on doit ramasser des travailleuses tombées sans connaissance.

Et pour ce travail digne des meilleurs temps de l'esclavage, elles sont payées au SMIG !

Par ailleurs, le travail des chauffeurs-ramasseurs est l'un des plus pénibles de cette branche. Ils doivent rouler par tous les temps, même le dimanche, étant donné que ce jour les vaches donnent aussi du lait. Le parcours et le temps de passage entre chaque ferme est strictement contrôlé ; un chauffeur, ramasse à chaque voyage 5.000 litres de lait, ce qui fait 250 bidons de 23 kg à charger sur le camion et la moitié d'entre eux sont posés sur la plate-forme supérieure, à 1,60 m de hauteur ; au bout des ramassages il faut laver le camion et pour le reste du temps on emploie ces ouvriers aux différents travaux de la cour, peintures, poubelles, etc., le tout pour un salaire minable qui varie entre 3,50 et 3,80 F l'heure.

S'abritant derrière une soi-disant nouvelle réorganisation et gestion pour la « bonne » marche de l'entreprise, la direction du groupe vient de fermer plusieurs usines. Ce sont les laiteries de Saint-Riquier et d'Ham, ainsi que le centre automobile d'Amiens, celles de Dreux et Maintenon seront fermées à partir du 1er juillet.

La campagne « d'économies » prise depuis un certain temps par la direction bat son plein. Cependant ces mesures, ont un objectif très précis. Eliminer sans bruit les petites usines en vue d'une concentration vers de grands centres laitiers.

Comme disait la direction à la réunion du C.E. du 14-12-1968, « il convient de faire des économies à tous les niveaux, économies de matière, de frais généraux et de main-d'œuvre ».

La boîte possède un ordinateur. Pourquoi ne pas le consulter pour voir qui sont les personnes non rentables ? Si on fournissait une information objective, nous savons (et pour cela pas besoin d'ordinateur) ceux qu'ils nommerait. Et ce serait justement les messieurs grassement payés, ceux qui s'amusent à jouer avec le sort et le gagne-pain des travailleurs.

● On nous écrit de Musicalpha (15e)

DANS le quinzième arrondissement, que l'on vante comme un quartier pilote, un nouveau seizième, il existe, rue Desnouettes, une entreprise digne du XIXe siècle. Musicalpha, qui fabrique des autoradios, emploie cent cinquante ouvriers, en majorité femmes et jeunes filles, exploités dans des conditions particulièrement scandaleuses.

« — *Au montage*, où nous devons emboîter et coller des pièces métalliques, les tôles nous coupent les mains et la colle forte pénètre dans nos blessures risquant de les infecter.

« — *Au décapage*, on doit tremper des fils dans un bain de produit chimique décapant qui nous brûle la peau.

« — *A la soudure*, on ne compte plus les brûlures occasionnées par les accidents dûs à la vétusté du matériel.

« — *Sur certaines machines*, il n'existe aucun système de protection, à chaque instant nous risquons de perdre un doigt ou la main.

« Pour un travail particulièrement pénible, certains jeunes gagnent moins de 3 F de l'heure et font, alors qu'ils ont moins de dix-huit ans, 45 heures par semaine, ce qui est illégal. Certains chefs nous considèrent comme des gamins: nous devons demander la permission pour nous rendre aux toilettes.

« Il y a trois semaines, un tract distribué par le Comité de Lutte révolutionnaire pour dénoncer ces conditions de travail a été chaleureusement accueilli par la majorité des travailleurs. L'état d'esprit change à Music alpha. Plusieurs jeunes filles ont pris leur compte et d'autres plus nombreuses menacent de le faire. La patronne, qui d'habitude pleure misère, les supplie de rester et leur propose même de les augmenter. Elle a d'ailleurs le sens de l'humour : elle a mis sur la porte une pancarte : « Demandons jeunes filles pour travail minutieux et propre ! » Personne ne s'est encore présenté, on le comprend ! La patronne veut nous faire travailler au boni en nous chronométrant à partir de lundi matin.

« Cela ne peut plus durer, le mécontentement grandit dans la boîte. Même certaines ouvrières qui ont des années de maison parlent de partir. Elles doivent comprendre que ce n'est pas la bonne solution et qu'il faut lutter pour mettre fin à cette exploitation honteuse. La patronne voudrait nous réduire à l'esclavage, organisons-nous pour mettre ses projets en échec. »

Les coopératives normandes :

Un exemple de surexploitation

A la coopérative légumière du Val de Saire (près de Reville (Manche), le travail consiste à nettoyer les légumes apportés par les paysans (et payés à bas prix), à les mettre dans des cageots afin de les expédier vers la capitale. Ce travail s'effectue sous des hangars non cloisonnés et même parfois en plein air, quelle que soit la température.

L'horaire est au minimum de 9 h 30 par jour, mais, comme le travail quotidien doit être terminé, la journée se prolonge parfois jusqu'à 1 heure du matin, avec juste une pause pour le repas. Une partie des travailleurs est horaire et ne reçoit aucune majoration pour heures supplémentaires. Les jeunes embauchés sont payés au mois et touchent un peu plus que le S.M.I.G. Pour eux non plus les heures supplémentaires ne sont pas payées. Si beaucoup acceptent ces conditions de travail, c'est que, dans cette région, les demandes d'emploi dépassent largement l'offre, et de plus, les moyens de transport sont très peu développés ce qui amène les gens à accepter n'importe quelles conditions de travail et des salaires leur assurant juste le minimum vital, pourvu que l'entreprise se trouve près du domicile.

Et comme, de plus, les syndicats sont très peu implantés, les patrons en font à leur guise.

Pourtant, il y a quelques semaines, sous l'impulsion d'un jeune ouvrier, quelques travailleurs décidèrent de partir à l'heure normale. Grâce à cette action ils finirent par obtenir le paiement des heures supplémentaires mais toujours sans majoration.

A la suite de ce mouvement le jeune camarade fut dénoncé à la direction par un jaune. Appelé chez le patron le lendemain il fut informé qu'il pourrait chercher du travail ailleurs à la fin de la saison.

Le 2 mai (la veille, Fête du Travail, n'avait pas été chomée) le camarade reçut de la main même du patron sa lettre le licenciement. Ce dernier ne s'était d'ailleurs pas encombré de formalités réglementaires puisque le motif donné était : «fin de la période saisonnière » alors que ce jeune travaillait dans l'établissement depuis 16 mois.

De plus le patron ne lui donna que 15 jours de préavis alors que la loi fixe à 1 mois le minimum après 6 mois de présence effective dans l'entreprise.

Evidemment le camarade va attaquer l'employeur devant les prud'hommes mais cela ne lui rendra pas son travail et ne fera pas cesser pour autant la surexploitation qui règne à la coopérative. Cependant le petit mouvement qui a eu lieu n'a pas servi à rien puisqu'il a obligé le patron à payer en partie les heures supplémentaires effectuées.

LUTTE OUVRIERE

Directeur Publication : Michel Rodinson

ABONNEMENTS :

6 mois ..... 15 F
1 an ..... 25 F

ABONNEMENTS DE SOUTIEN :

6 mois ..... 30 F
1 an ..... 50 F

ABONNEMENTS SOUS PLI FERME :

6 mois ..... 35 F
1 an ..... 65 F

Correspondance :

M. RODINSON - Initiative Socialiste - 54, rue Monsieur-le-Prince - PARIS-6e

Distribué par les N.M.P.P. — C.P.C. - PARIS

● **Chez Renault (Cléon)**

Elections de délégués du personnel

Les élections des délégués du personnel n'ont entraîné aucune animation particulière dans l'usine. Comme d'habitude, un bon nombre de candidats étaient inconnus des ouvriers. Pour remédier à cela, la C.F.D.T. a cru bon de joindre les photos de ses candidats à sa liste pour qu'on connaisse au moins leur tête !

Il faut noter une certaine désaffection pour les élections dans le premier collège puisqu'il y a eu environ 400 abstentions de plus que l'an passé auxquelles viennent s'ajouter près de 10 % de bulletins blancs et nuls.

Sans s'accentuer beaucoup, le recul de la C.G.T. se trouve confirmé. En effet, la C.G.T. avait perdu en juin 1968 11 % des voix et perd cette fois-ci 0,47 %. L'ardeur de la C.G.T. contre la poursuite de la grève en juin et contre les étudiants n'a pas été oubliée par les travailleurs.

La C.F.D.T. avait gagné 9 % l'an passé. Elle perd cette année 4,28 % des voix en partie au profit de la C.F.T.C. qui se présentait pour la première fois.

PREMIER COLLEGE :

Il faut préciser par ailleurs que la C.F.D.T. a déçu un certain nombre d'ouvriers attirés par son langage « gauchiste » de mai-juin 68. En un an, la C.G.T. et la C.F.D.T. n'ont réuni les travailleurs qu'à deux reprises et la C.F.D.T. ne s'est pas montrée plus combattive que la C.G.T.

Dans le deuxième collège, le syndicat autonome Renault (S.A.R.) a réussi à ce que le quorum ne soit pas atteint par ses consignes d'abstention.

Il talonne de très près la C.F.D.T. avec 129 voix contre 134.

Au bout du compte, la plupart des syndicats étaient contents en ce qui concerne le premier collège, la C.F.D.T. gardant le même nombre de délégués, la C.G.T. gagnant un siège sur les deux nouveaux à pourvoir, l'autre revenant à la C.F.T.C. Mais les travailleurs ont le sentiment que ces élections ne vont rien changer à leur sort ni au petit train-train des appareils syndicaux.

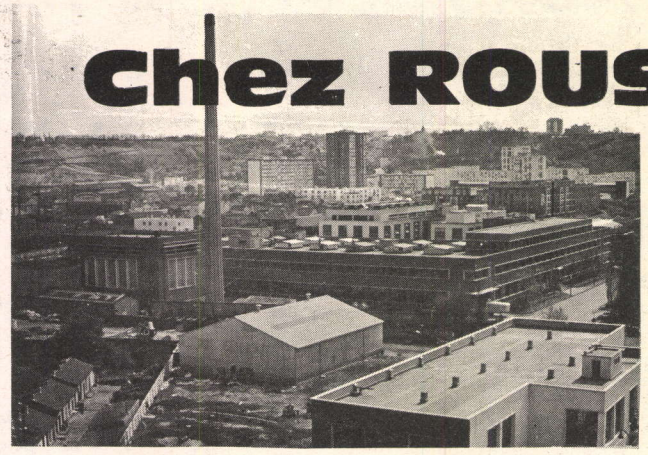
Inscrits : 4.637; votants : 3731; abstentions : 906 ; blancs et nuls : 362 ; suffrages exprimés : 3.369.

Résultats dans le 1er collège

	Voix	Elus	Pourcentage	Différence
C.G.T.	1.797	19	53,33 %	— 0,47 %
C.F.D.T.	1.190	12	35,32 %	— 4,28 %
F.O.	215	2	6,38 %	— 0,12 %
C.F.T.C.	167	1	4,95 %	

Chez ROUSSEL-UCLAF

(Romainville)



Participation : LES MIETTES DU GATEAU

DEPUIS un an, et malgré le départ de de Gaulle, la « participation aux fruits de l'expansion » est régulièrement à l'ordre du jour des réunions des divers Comités d'Etablissement et du Comité Central d'Entreprise.

D'après la loi d'août 67, Roussel qui, avec 5.500 employés, est l'un des premiers fabricants français de produits pharmaceutiques, n'est pas concerné par l'application de cette loi, ses bénéfices étant trop minces (seulement 23 millions de NF de déclarés en 68). Il lui faudrait plus du double pour être obligé de faire participer son personnel.

Cependant, charitable, il veut tout de même le faire participer et pour cela il a demandé au gouvernement l'autorisation de nous accorder 3 millions de NF.

Il faut dire que pour le patronat cette loi est intéressante :

— économiquement, ces 3 millions réinvestis en d'autres actions seront déduits des impôts de la société en 69 ;

— politiquement, la prime de 200 ou 300 F par an qui pourra être donnée au titre de la participation risque de créer des illusions chez les travailleurs. Ces derniers ne se prendront pas pour autant pour M. ROUSSEL. Ceux qui risquent de « participer » ce sont les syndicats appelés à gérer ces fonds.

A UCLAF, l'idée de la participation a été défendue après mai 68 par la section CFDT de l'usine de Romainville (or les sections CGT et FO de l'usine y étaient violemment opposées). Et une commission d'étude sur le problème de la participation fut mise sur pied à l'époque. Y participèrent, la direction bien sûr, les indépendants du siège (syndicat patronal), les sections CFDT des usines de Romainville et Neuville et dans un premier temps la section de Vertolaye.

A la réunion du Comité Central d'Entreprise des 28-29 mai 69 fut posé le problème de cette participation. C'est là que les choses s'envenimèrent pour les tenants de la participation, tout au moins pour la CFDT de Romainville : la commission « d'étude pour la participation » demande en réunion du CCE, à la direction de passer une note concernant la participation. Ce fut accepté. Mais la commission réclame en outre le droit pour les syndicats de faire des réunions d'information sur ce sujet dans l'usine. Là, pas question. La direction n'accepte pas que la bonne marche de l'entreprise soit perturbée, même pour la participation. La CFDT de Romainville qui est à l'origine de la formation de la commission va être particulièrement déçue de l'attitude patronale. La CFDT voulait une participation « active » avec droit de discussion.

La direction Roussel ne veut même pas payer ce prix-là. Il est vrai que dans les participants, elle a trouvé des gens pour faire les larbins. En effet, par trois voix contre deux et une abstention la « participation » a été acceptée par une majorité d'élus au CCE. (Les 3 pour : 2 indépendants, 1 CFDT de Neuville (Province), 2 contre : 2 CGT, 1 abstention : 1 CFDT Romainville.)

En attendant d'avoir les fonds de la participation à gérer, la CFDT Neuville se voyait récompensée de sa bonne conduite par l'octroi de la gestion des fonds du 1 % du logement !

Cela a peut-être particulièrement éclairé les militants CFDT de Romainville.

On nous écrit

LE jeudi 29 mai, chez Roussel, on essayait une nouvelle chaudière. Cet essai était fait sans la présence du Comité d'hygiène et sécurité, et sans que le branchement sur la grande cheminée soit encore effectué. C'est ainsi, que ce jour-là la cour de l'usine fut envahie par les fumées. Non loin de la chaudière, à l'intérieur de l'un des blocs stériles, un ouvrier travaillait tout seul à nettoyer les carreaux. Mais de l'oxyde de carbone venant de la chaudière pénétrait dans le bloc (le bloc est constamment alimenté en air extérieur qui est stérilisé et envoyé sous pression) et intoxiquait le laveur de carreaux. Celui-ci commençait alors à tituber sous les yeux de plusieurs personnes qui se trouvaient derrière les carreaux, à l'extérieur, et qui lui faisaient signe de sortir. Mais lui, était incapable de réaliser ce qu'il lui arrivait, il perdait de plus en plus l'équilibre et c'est avec peine qu'il arrive à ouvrir la porte donnant dans le sas de stérilisation où il s'évanouit. C'est seulement là qu'on vint le secourir, mais il était grand temps. Il dut être mis sous oxygène et envoyé à l'hôpital.

En réalité, cet accident aurait pu être évité si, au lieu de faire des signes désespérés derrière une vitre, quelqu'un était entré dans le bloc pour faire sortir cet ouvrier. Mais il faut dire qu'on n'entre pas ainsi dans les blocs stériles sans y avoir été autorisé et sans s'être harnaché de pied en cap afin de ne pas risquer de contaminer les produits qui s'y trouvent. Et s'il est bien triste de penser que même à la vue d'un camarade qui visiblement s'asphyxiait, personne n'a osé enfreindre le règlement, il est plus révoltant encore qu'aucun cadre n'ait donné l'ordre d'ouvrir le bloc pour faire sortir ce travailleur.

Alors, bien sûr, d'abord il n'est pas mort, heureusement pour lui et l'agent de maîtrise prétend même n'avoir rien à se reprocher puisqu'il a déclaré l'accident dans son cahier et qu'il a téléphoné au service de sécurité de la direction. Mais il aura tout de même du mal à se dédouaner car l'histoire fait le tour de l'usine et le chef du personnel, affolé, s'empressait de lui téléphoner, vu les bruits qui circulaient dans l'usine, pour savoir ce qui s'était passé.

Mais pour lui aussi c'est peut-être une affaire classée puisque cet ouvrier a l'air de s'être bien remis et qu'administrativement tout a été fait et bien fait. Il n'en reste pas moins que pour les travailleurs d'UCLAF, encore une fois, on a joué avec la vie d'un des leurs pour sauver, comme on dit ici, « les petites bêtes » qui permettent à Roussel de faire, sur notre dos, tant de profits.

"Vous avez la vie des gens entre vos mains"

DANS un des laboratoires de contrôle des usines Roussel UCLAF à Romainville, on reprochait dernièrement à deux techniciennes de refaire trop souvent leurs dosages parce qu'elles ne trouvaient pas de bons titres du premier coup. Il faut signaler que dans ce laboratoire sont effectués les derniers contrôles sur les médicaments avant leur livraison en pharmacie. Il faut savoir aussi que les techniciennes ont plus de 7 ans de service dans le même laboratoire. Cela n'a pas empêché le chef de service de procéder par insinuations telles que « le travail qu'on vous donne ici est peut-être trop délicat, pour que vous n'arriviez pas à trouver de bons titres ? ». Ensuite ce fut « vous vous foutez de nous, les techniques de dosage sont au point, la fabrication met tout ce qu'il faut dans les produits, il n'y a aucune raison pour que vos contrôles ne soient pas bons. De quel droit mettez-vous les techniques en doute ? ».

Ce langage paraît plutôt étonnant de la part d'un chef de service qui, voilà quelques années, renvoyait deux nouvelles aides-chimistes de ce même laboratoire, parce qu'elles avaient falsifié leurs résultats. Ce renvoi avait soulevé alors des remous qui amenaient le chef de service à donner des explications et à conclure par la fameuse phrase « n'oubliez pas, Mesdames, que vous avez la vie des gens entres vos mains ».

Il faut croire que les temps ont changé. Pourtant jusqu'à preuve du contraire si les laboratoires de contrôle existent c'est justement pour remettre en cause la fabrication, si les techniciens contrôlent les médicaments en cours ou même terminés c'est qu'il peut y avoir des erreurs... et cela arrive, en effet, de temps en temps.

En tous cas, même en espérant que la méthode employée dans ce secteur soit unique chez Roussel, il est impensable que dans une usine fabricant des médicaments dont les principes actifs réagissent et sont dosés couramment à l'échelle du millième de milligramme, un chef de service puisse prendre d'aussi lourdes responsabilités avec autant de légèreté.

A la C.I.T. (dépt Commutations Paris-15)

Joyeux printemps

TOUT le monde sait que pendant la saison chaude les conditions de travail deviennent plus pénibles.

A la CIT (Département Commutations - Paris-15e) c'est surtout dans les secteurs de fabrication que cette détérioration se fait sentir.

Dans les ateliers de soudage, les ouvrières sont constamment penchées au-dessus de leur fers à souder. Et lorsqu'à l'extérieur, la température est de 30°, au-dessus des fers, c'est une chaleur de 50° à 55°. Malgré cela, les soudeuses sont tenues d'accomplir un certain rendement (boni).

Certaines se sont même vues menacées de licenciement parce qu'elles ne le faisaient pas. Il faut dire que les chefs ont une prime sur le boni général réalisé dans leur service.

Chez les bobineuses, dont les ateliers sont au-dessous des toits, la température, sans atteindre de tels sommets est cependant fort élevée. Et c'est le visage ruisselant de sueur que l'ouvrière doit tenter de suivre les cadences élevées de l'atelier.

De nombreux maux de tête et évanouissements se produisent. Après quelques instants passés à l'infirmerie où elles recouvrent leurs esprits, elles remontent dans leurs services retrouver l'enfer qu'elles viennent de quitter.

A part ça pour certains, la classe ouvrière n'existe plus, n'est-ce pas ?

Idéal-Standard (Aulnay-sous-Bois)

Un poste "non dangereux"

UN travailleur qui nettoyait un tapis roulant, en fonderie, avec un petit pinceau a eu le bras happé par le tapis. Son bras a été complètement broyé dans les roulements.

Ce secteur, appelé « couloir du métro », a déclaré la direction à la suite de cet accident, est un secteur non dangereux. D'ailleurs, a-t-elle ajouté, l'ouvrier n'avait pas à nettoyer le tapis pendant qu'il marche.

Ce que n'a pas à faire un ouvrier selon les réglements est souvent tellement volumineux que s'il l'appliquait, il ne pourrait plus travailler. La direction le sait, mais laisse faire, cela économise les installations de sécurité, une note de service vaut moins cher qu'un déclencheur d'arrêt automatique instantané. Le travailleur peut perdre son bras, la direction est couverte.

Voilà ce qu'on appelle à Idéal-Standard « un poste non dangereux ».

Adresser toute correspondance à

Michel RODINSON

INITIATIVE SOCIALISTE

54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - PARIS-6e

Cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement

ATTENTION !

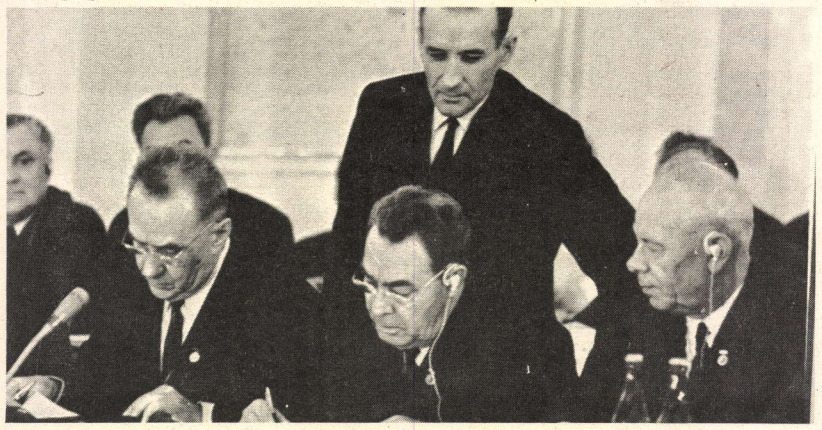
TOUS VERSEMENTS DE FONDS A :

Michel RODINSON

C.C.P. Paris 6851-10

LA CONFÉRENCE MONDIALE DES PARTIS COMMUNISTES :

des divergences et des désaccords « idéologiques » qui consacrent des rapports de force



Le moment crucial de la signature (U.P.I.)

LA conférence mondiale des partis communistes s'est terminée sans surprise. Tout s'est déroulé selon le scénario prévu. A aucun moment, le moindre débat ne s'engagea. Les interventions se succédaient, marquant le choix que ferait telle délégation au moment du vote de la résolution finale. Selon que dans le discours figurait une condamnation de « la politique scissioniste de Mao » ou au contraire l'affirmation du refus de condamner qui que ce soit, on reconnaissait ceux qui s'alignaient sur les dirigeants du Kremlin de ceux qui manifestaient leur volonté d'autonomie.

Les lignes de clivages étaient déjà connues de tous avant la conférence, et en fin de compte personne, même pas les organisateurs — c'est-à-dire les dirigeants du Parti Communiste de l'Union Soviétique — ne pouvaient cette fois, espérer réaliser une unanimité, même de façade, du type de celle qui avait pu être obtenue, en 1960, lors de la conférence des 81 partis. Les dirigeants du Kremlin avaient donc dû se résoudre, sans doute la mort dans l'âme, à accepter la publicité des désaccords car, étant donné la situation du mouvement stalinien mondial, c'était la condition préalable à la tenue d'un tel « concile ».

Et pourtant, si la conférence de Moscou n'a rien révélé qui ne fut connu, les commentateurs soulignent que, pour la première fois, a été reconnu officiellement, et en fin de compte admis, l'existence de divergences entre les différents P.C., de même que l'on admet maintenant qu'il ne peut y avoir de centre unique du mouvement communiste international. De là, les journalistes, en concluent que s'amorce enfin un débat au sein du mouvement stalinien. Conclusion bien hâtive et bien optimiste.

Que penser, par exemple, de la déclaration du représentant tchécoslovaque Husak, dénonçant à la conférence « les slogans sans fondements sur la liberté et l'humanisme » et contestant aux autres partis le droit d'intervenir sur l'invasion de la Tchécoslovaquie parce que son parti n'avait pas encore fait lui-même une « analyse approfondie de cette question » ? Cette position relève-t-elle d'un libre débat ? Et si le « concile » avait eu lieu avant le 21 août 68, les dirigeants qui auraient représenté la Tchécoslovaquie auraient-ils été les mêmes et auraient-ils tenu le même langage ?

En fait les divergences « idéologiques » qui se sont manifestées à Moscou servant de paravent à des rivalités bien matérielles. Si l'hégémonie de Moscou sur le mouvement stalinien se trouve battue en brèche depuis quelques années, c'est que le rapport de force au sein du mouvement stalinien s'est modifié. Dans un certain nombre de pays, les partis communistes détiennent le pouvoir d'Etat et représentent les intérêts de ces Etats nationaux face aux visées et à la politique du Kremlin. Les idées qui s'affrontent servent de couverture à ces rivalités. Mais quelquefois, les choses vont plus loin, et la nature véritable du débat se trouve brusquement révélée. Les Tchèques en ont fait l'amère expérience. Quant aux Roumains, s'ils ont dû aujourd'hui infléchir diplomatiquement leur position, ce n'est sans doute pas parce que Brejnev a trouvé l'argument doctrinal adéquat.

D'autres partis s'ils ne sont pas au pouvoir, ont trouvé une assise nationale telle qu'ils peuvent trouver auprès de leur propre bourgeoisie l'équilibre qu'ils trouvaient jusque-là dans le soutien de Moscou. C'est le cas du Parti Communiste italien. Devenu le plus fort parti du monde capitaliste, le P.C. italien ambitionne de jouer son propre jeu dans la vie de son pays, à l'image de la social-démocratie occidentale Pour ce faire, il doit marquer ses distances vis-à-vis de Moscou, afin de rassurer sa bourgeoisie nationale. Il le fait d'autant plus volontiers que sa base sociale lui en donne aujourd'hui les moyens.

C'est cela et uniquement cela qu'a révélé la conférence de Moscou.

La libre discussion des idées, la libre confrontation des divergences en vue de rechercher une ligne stratégique commune, tout cela reste un leurre. Car les conceptions qui se sont affrontées la semaine dernière à Moscou ne visent aucunement à la recherche des voies et des moyens d'édifier le socialisme.

ESPAGNE :

LETTRE DE PRISON

On nous demande de publier la lettre suivante d'un détenu politique de la prison de Soria, condamné à une peine sévère pour avoir manifesté son opinion contre le régime franquiste et dénonçant la répression dont souffrent les prisonniers politiques en Espagne.

« A L'OPINION FRANÇAISE »

« Strasbourg, siège du Conseil de l'Europe, ne peut ignorer les injustices commises envers nous actuellement. Depuis la grève de la faim, de décembre dernier, et vu que cette prison ne réunit pas les conditions adéquates à la répression que désire la D.G. des prisons, ils ont habilité la vieille prison de Ségovia, riche en oubliettes du temps de l'Inquisition, pour réduire les irrascibles « prisonniers politiques », c'est-à-dire qu'au lieu d'accepter nos justes revendications, ils veulent nous mettre des chaînes avec des boules de fer aux pieds, comme au temps des barbares.

« Lundi 19 mai ont été transférés à ladite prison vingt-cinq détenus parmi lesquels Mario Diego Capote, âgé de 42 ans, né en Asturies, marié et père d'un fils. Il souffrait de phlébite et avait un ulcère au duodénum. Ce militant du P.C. est mort mercredi 21 mai, soit deux mois après son arrivée à cette prison.

« Considérant ce fait comme un homicide, nous avons exigé une enquête en dénonçant le fait au juge de Ségovia. Nous avons dénoncé aussi ce cas à la D.G. des prisons, de la part de laquelle nous attendons une possible sanction.

« Nous, les trente-sept qui restons ici, sommes disposés à faire le nécessaire de façon que cet assassinat ne reste pas dans l'ombre.

« C'est ainsi que nous avons décidé une action d'ensemble qui sera :

« Mardi matin, nous nous réunirons tous au réfectoire et nous refuserons d'en sortir jusqu'à ce que vienne l'inspecteur général afin de nous donner entière satisfaction sur ce cas.

« Certainement que la police viendra nous obliger à quitter le local et ramènera chacun de nous dans sa cellule. On ne pense pas leur tenir tête, mais le seul fait que le directeur soit obligé de faire intervenir la police est d'une certaine importance pour nous, car cela renforce notre mécontentement et surtout notre appel à la justice.

« Nous avons appris aujourd'hui le sort des vingt-cinq détenus restant à Ségovia et croyez-moi c'est déprimant : ils sont séparés par groupes de huit et répartis dans des cellules individuelles, donc ils ne peuvent se voir qu'à l'heure des repas. Les visites sont de vingt minutes par semaine. Ils s'entretiennent avec leurs visiteurs à travers deux rangées de barreaux grillagés, pendant qu'un gardien les surveille constamment.

« Nous avons pu lire aujourd'hui l'article d'un journal de Pampelune concernant le transfert de ces vingt-cinq prisonniers et comme les autorités franquistes veulent donner moins d'importance à cette affaire, ils disent que ce sont des militants de l'E.T.A. En réalité, quatre d'entre eux sont de cette organisation ; les autres sont : Luis Edo (1) et des militants du P.C. pro-chinois.

« Nous avons décidé qu'à partir de jeudi nous commencerons de nouveau la grève de la faim qui durera sept jours.

« J'espère que vous ferez votre possible pour donner à cette affaire la propagande nécessaire pour dénoncer toutes ces injustices qui sont commises contre nous. »

(1) Edo était militant des Jeunesses Libertaires (F.I.J.L.).

LES VACHES GRASSES ET LES VACHES MAIGRES

Le président et le directeur de l'assemblée générale des Producteurs de Blé ont tenu, le mardi 17 juin, à Paris, une conférence de presse. (Le Monde **du 18-6-69.)**

De cette conférence, il ressort que le grand problème qui se pose aujourd'hui à ces agriculteurs est une surproduction de blé causée par une augmentation des rendements (un quintal par an et par hectare). La consommation de pain, donc de blé, diminuant, les progrès de la production céréalière augmentent les stocks européens d'un tiers par an. A cela vient s'ajouter l'encombrement du marché mondial céréalier qui rend toute exportation difficile. Au 1er août 1969, on estime que le stock européen de blé s'élèvera à 55 millions de quintaux (alors qu'il n'était que de 35 au 1er août 1968).

Cela pose des problèmes de stockage et... de subventions par l'Etat car la construction de silos géants coûte trop cher pour ces messieurs les riches producteurs de la campagne.

Problème d'autant plus « tragique » que les stocks sont appelés à encore se gonfler du fait de l'augmentation continuelle des rendements. On n'arrête pas le progrès ! Bien sûr, ces grands propriétaires terriens pourraient renouveler une expérience qu'ils ont déjà tentée : vendre du blé aux pays déficitaires en céréales comme la Chine par exemple. Mais cela n'est pas rentable pour leurs capitaux ; il faut le vendre à des prix trop bas.

Ainsi, la seule solution trouvée par ces capitalistes de la terre, après avoir fait le tour de la question et ne voyant vraiment pas où caser leur blé, est que l'on pourrait faire consommer les excédents de blé au bétail, en ayant pris soin de les dénaturer auparavant !

Voilà l'image du monde où nous vivons ! Alors que 28 % seulement de la population mondiale sont suffisamment nourris, alors que deux tiers de l'humanité sont victimes de la faim, en Europe, les gros producteurs de blé sont à le faire consommer par les animaux ne sachant plus quoi faire des surplus.

Aux Indes, pour ne citer qu'un exemple des plus connus, où vit le sixième de la population du globe, les paysans grattent le sol avec des instruments dignes de l'Antiquité, et ils sont en proie à une sous-nutrition endémique. Mais en Europe, les riches pays capitalistes semblent aux prises avec leur « abondance » comme s'il s'agissait d'une machine infernale qu'ils ne sauraient plus arrêter.

Notre planète peut fournir largement de quoi nourrir toute la population du globe. Mais tant que la société capitaliste existera, le progrès restera prisonnier du profit.

Pour libérer le monde de ce fléau, pour que l'humanité toute entière profite pleinement des richesses qu'elle crée tous les jours, il faudra la débarrasser de tous ces profiteurs ; il faudra construire une société où le travail humain sera enfin au service de l'homme : une société socialiste.

Compo-Typo-Technic - ROQ. 02-95 — Roto Technic - Offset Aubervilliers